

## On ne peut pas combattre le chômage, le racisme et les fascistes avec eux Mitterrand, Lajoinie, Juquin, etc.: ils nous ont foutus dans cette merde!

Il y avait longtemps que des élections, dans ce pays, n'avaient suscité une indifférence et une apathie aussi générales. L'affrontement des trois présidentiables Mitterrand, Chirac et Barre hésite entre le mauvais boulevard et le mauvais Guignol. Mais ce théâtre d'ombres ne fait plus rire personne, car tout le monde sait que derrière

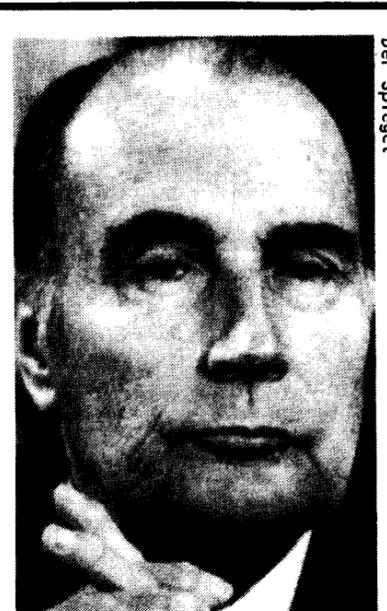
il y a la réalité hideuse et inquiétante d'une société ravagée par la crise capitaliste, gangrenée par la ségrégation et la terreur racistes et où les fascistes, en sept ans, sont devenus plus forts que dans aucun autre pays d'Europe. Et cette campagne électorale va hélas offrir aux fascistes une nouvelle occasion de tirer profit de la corruption et de l'impuissance de la démocratie parlementaire et de son personnel politique, contre lesquels Le Pen brandit chaque jour le poing du haut même de la tribune électorale.

Les présidentielles de 1981 avaient donné lieu à une véritable surenchère antisoviétique entre la droite et Mitterrand, «alliés des agents de Moscou» contre «petit télégraphiste de Brejnev». Aujourd'hui, le consensus antisoviétique autour de la force de frappe est tellement complet que de telles polémiques seraient tout bonnement saugrenues. Mitterrand proclame tous les matins «La force de frappe, c'est moi», et jure qu'il défendra coûte que coûte l'arsenal antisoviétique de l'impérialisme français. La bourgeoisie sait qu'il ne s'agit pas de paroles en l'air: l'assassinat par des barbouzes de la DGSE agissant sur ordre de l'Elysée, en 1983, du militant de Greenpeace Fernando Pereira, en est la preuve. Qui plus est, depuis deux ans Mitterrand et Chirac ont oeuvré ensemble à une intégration de plus en plus poussée de l'impéria-

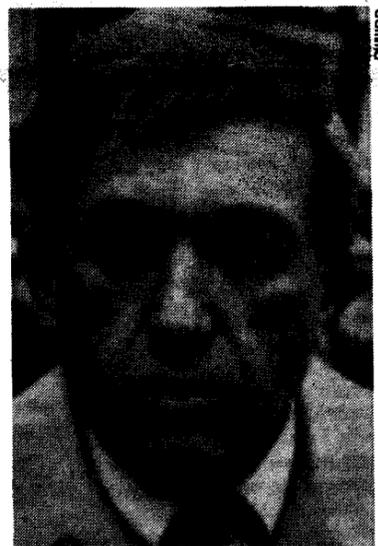
lisme français dans les structures de l'OTAN (que la France n'avait à vrai dire jamais complètement quittées). A bas l'OTAN, à bas la force de frappe! Pas un sou, pas un homme pour l'armée bourgeoise! Pour la défense militaire inconditionnelle de l'URSS face aux menaces des bellicistes impérialistes!

Les directions réformistes du PS, du PCF et des syndicats sont directement responsables de cette merde. Ce sont les gouvernements de collaboration de classe, le front populaire antiouvrier, anti-immigré et antisoviétique auquel elles ont participé et qu'elles ont soutenu depuis 1981 qui a pavé la voie à la droite revancharde et aux fascistes avec son «sale boulot» (dixit Fabius) de gestion de la crise capitaliste sur le dos des travailleurs et de la petite-bourgeoisie. Et si aujourd'hui ces mêmes dirigeants font obstacle aux mobilisations ouvrières de masse qui sont une nécessité urgente pour faire rentrer dans son trou la racaille lepéniste, s'ils font preuve d'une prostration, d'une passivité tellement honteuses face aux provocations fascistes, c'est parce qu'ils ont toujours pour seule et unique perspective politique de refaire 81. Un nouveau front populaire n'est pas encore constitué que les bureaucraties réformistes s'emploient déjà à ligoter les travailleurs avec les chaînes de la collaboration de classe, le joug de la soumission à

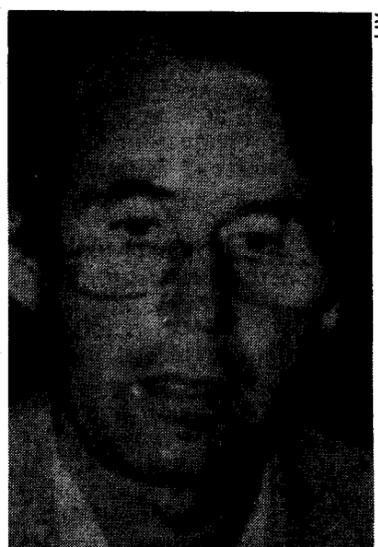
Suite page 2



Mitterrand



Lajoinie



Juquin



Sygm

Dans le cortège de la LTF à la manifestation «Talbot-Minguettes» le 14 janvier 1984

M 2651 - 82 - 4,00 F



### Non à la collaboration de classe! Gouvernement ouvrier!

## Mitterrand...

Suite de la page 1

l'ordre bourgeois et aux exigences de la bourgeoisie.

Pour les dirigeants sociaux-démocrates, il n'est même pas question de simplement parler de lutte antifasciste : leur seule préoccupation c'est de remettre « Tonton » au pouvoir pour sept ans. En contraste, la direction du PCF avait appelé, le 27 janvier, à des manifestations sur le mot d'ordre « *Le Pen ça suffit !* », faisant descendre pour la première fois de manière centralisée une partie de la classe ouvrière dans la rue contre les fascistes. Et c'est pour cela que nous, trotskystes, avons appelé et participé à ces manifestations à Rouen, à Lyon et à Paris ainsi que pour y faire entendre nos mots d'ordre de lutte : *Le Pen ça suffit !* Mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes ! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés !

Hélas, ce timide pas en avant dans la voie des luttes accompli par les dirigeants du PC — certainement en partie sous la pression de leur base ouvrière, exaspérée par leur passivité devant les provocations fascistes et par le scandaleux débat Le Pen-Lajoinie — a rapidement été suivi de deux pas en arrière dans

elle cherche à pousser une nouvelle fois les travailleurs dans ce piège.

### POUR L'INDEPENDANCE DE CLASSE !

Nous n'avons pas appelé au vote Mitterrand en 81, nous ne le faisons pas plus en 88. Nous ne sommes pas des abstentionnistes par principe. Quand une loi électorale antidémocratique et la faiblesse de nos forces nous interdisent de présenter un candidat, nous cherchons à accorder un soutien électoral critique à un parti ouvrier qui se présente indépendamment de toute alliance de collaboration de classe, car l'indépendance de la classe ouvrière est le préalable à toute lutte révolutionnaire et aussi, de ce fait, le moyen pour la masse des travailleurs de mettre à l'épreuve de la lutte les directions réformistes. A l'automne 1980, nous avions envisagé d'accorder un soutien sauvagement critique au Marchais de « *Trois fois, ça suffit* », jusqu'à l'atrocité raciste de Vitry — qui était un gage donné à la bourgeoisie par les dirigeants du PC pour montrer qu'ils étaient dignes d'aller au gouvernement faire le sale boulot contre les immigrés et toute la classe ouvrière. Mais aujourd'hui, il n'y a pas un atome d'indépendance dans la campagne pathétique de La-



Paris, 14 février 1984 — Rafle gestapiste à l'îlot Châlon, sous le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman

j'ai tiré les enseignements du bulldozer de Vitry» (*le Monde*, 3-4 avril). Cette position réformiste décente tranche sur celles des autres candidats. Mais alors qu'il prétend « *tirer les enseignements de Vitry* », Juquin appelle à voter pour un Mitterrand responsable des camps de « *rétenion administrative* », du charter Joxe et des décrets Dufoix. Rabatteur de voix pour le compte de Mitterrand, Juquin n'offre aux jeunes qui veulent combattre la ségrégation et la terreur racistes qu'une perspective front-populiste d'impuissance et de défaites. Il n'est pas question non plus pour nous de voter pour le pseudo-trotskyste anticommuniste Bousset-Lambert dont le programme se résume à... « *restaurer* » la démocratie parlementaire. Reste Laguiller. Aux législatives de 1986, nous avons appelé à voter LO parce que sa candidature posait précisément, même de manière évidemment déformée, la nécessité de l'indépendance de classe. LO, aujourd'hui, n'appelle même pas à ne pas voter pour Mitterrand au second tour, se contentant prudemment de « *ne pas donner de consigne de vote* ». Aujourd'hui LO, armée de son antisoviétisme hystérique, de son populisme nauséabond et de son insensibilité ouvriériste et chauvine à l'oppression raciste, a entrepris de disputer à Le Pen les voix des ouvriers les plus arriérés et des « *petites gens* » racistes. Pour LO, le Front national n'est pas encore un parti fasciste (mais, tenez-vous bien, il « *pourrait le devenir* »!), et Le Pen est juste un « *démagogue populiste* » qui cherche à faire pression sur les partis de droite... exactement comme LO cherche à faire pression sur les partis de gauche. Écoutons Arlette : « *L'électorat de Le Pen a compris que, plus il est nombreux, plus il pèsera sur la politique dans le sens réactionnaire, quel que soit l'élu. Alors, il faudrait à l'opposé un autre vote, un vote qui fasse le contrepoids, un vote qui fasse pression dans l'autre sens !* » (discours d'Arlette Laguiller à la Mutualité le 18 mars, *Lutte Ouvrière* n°1034, 26 mars). Sur cette base proprement hallucinante, Laguiller peut aller tranquillement débattre devant les caméras de télévision avec Martinez, un des lieutenants de Le Pen. Et ce fasciste — bien conscient, lui, qu'il avait en face de lui une authentique politique populiste — a saisi l'occasion de proposer aimablement à Arlette de « *faire ensemble la révolution nationale* » ! Laguiller a eu beau lui répondre qu'elle était pour une révolution internationale, tout le monde sait que concrètement LO n'a qu'une

unique « *solution* » à proposer pour résoudre tous les problèmes de la planète : « *construire le parti en France* ». Le programme de LO, c'est toujours le même populisme sous-réformiste et la même étroitesse nationale que nous dénoncions déjà en 81. Mais la France de 1988 n'est plus celle de 1981, et nous mettons en garde les militants et les sympathisants de LO : dans un pays où les fascistes recueillent plus de 10 % des voix, le populisme, surtout combiné avec l'antisoviétisme, peut mener un petit groupe de propagande sans base ouvrière de masse bien loin du mouvement ouvrier, vers des rivages très sinistres. On ne discute pas avec les fascistes, on les écrase !

### FASCISME, BONAPARTISME ET FRONT POPULAIRE

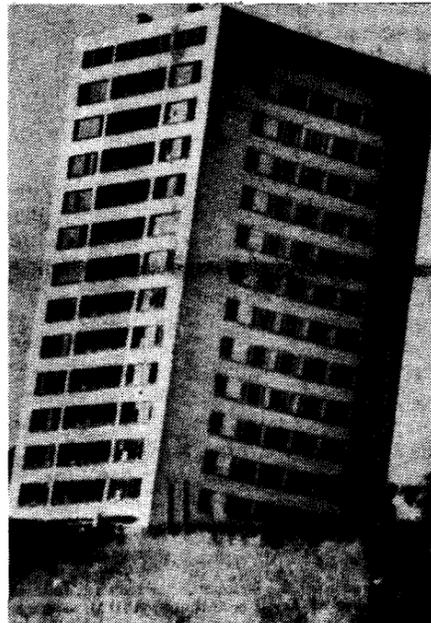
Le Pen recrute ses électeurs et ses nervis surtout parmi les couches les plus arriérées, les plus racistes de la petite-bourgeoisie que le grand capital condamne à la misère et à la déchéance, et qui ont fait l'expérience que ni les partis de la droite parlementaire ni les gouvernements de front populaire auxquels participaient les dirigeants du PS et du PCF ne sont capables de les sauver de la ruine. Ces petits-bourgeois enrégés, les fascistes s'emploient à les organiser en troupes de choc dont ils proposeront les services à la grande bourgeoisie pour briser les reins à la classe ouvrière en détruisant ses organisations et en étouffant ses droits démocratiques. C'est là le

Suite page 12



Photo Rush

A droite, une cité ouvrière en Lorraine, abandonnée par ses habitants partis gonfler les files d'attente de l'ANPE.



Thierry Speth

la voie du front populaire : Marchais, Lajoinie et Cie ont ordonné aux militants d'enterrer le 27 janvier et de jeter toutes leurs forces dans une campagne qui a pour objectif d'empêcher une Bérézina électorale du PCF et de donner à sa direction banqueroutière les moyens d'« *imposer* » à Mitterrand... une nouvelle alliance de collaboration de classe.

Pour se convaincre qu'une hirondelle peut faire le printemps, les dirigeants du PCF ont salué en termes lyriques la victoire de la liste d'union de la gauche... à l'élection municipale partielle de Bolbec (Seine-Maritime). Roland Leroy en personne est venu tirer les leçons de l'événement : « *[...] Il est possible de résister au capitalisme [!], il est possible de battre la droite à condition de savoir s'unir. Mais l'union, c'est aussi une lutte qui ne peut remporter de succès que si le PCF est suffisamment fort et puissant [...]. Ce qui est vrai pour Bolbec, est vrai pour toute la France* » (*l'Humanité*, 28 mars). Semblable à un cheval de corbillard à la retraite qui s'obstine à prendre le chemin du cimetière, la direction du PCF ne connaît qu'une seule voie, qu'une seule perspective, celle de la collaboration de classe. Et

joinie-Marchais, qui supplient chaque jour les électeurs de tous bords de leur donner les moyens d'arracher le PS aux sirènes de la droite et Marchais proclame qu'« *au second tour, quand il s'agira d'élire le président et, pour cela, de choisir entre Mitterrand d'une part, et Chirac ou Barre de l'autre, nous prendrons nos responsabilités* » (Georges Marchais à Amiens le 26 mars, *l'Humanité*, 28 mars). Malheureusement pour les dirigeants du PCF, Mitterrand juge qu'il n'a pas besoin de leurs services, et il sait bien que malgré leurs rodomontades anti-PS occasionnelles, ils seront toujours là si nécessaire pour le soutenir « *contre la droite* » — viendraient-ils à l'oublier qu'on leur rappellerait qu'une attitude hostile ne serait pas sans conséquences dans les municipalités d'union de la gauche.

Pierre Juquin, quant à lui, se présente comme le candidat de l'antiracisme. Il a appelé à « *mettre un million de gens dans la rue face à la parade raciste et fasciste* » que veut organiser Le Pen à Paris le 1er mai. Estimant que le fait d'avoir affiché sa revendication que « *les immigrés votent* » lui a fait perdre des voix, il déclare : « *Peu m'importe de perdre des voix, moi,*

## LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : William Cazenave (rédacteur en chef), Antoine Clavez, Marc Delvaux, Emile Fabrol, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Bruce Simon, Jean Thimbault.

REALISATION : Jocelyne Melies.  
DIFFUSION : Wolf Soler.  
DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévique, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10.

Imprimerie : Gaspard-Monge  
4, rue Bapst, 92600 ASNIERES  
Commission paritaire : n° 59267  
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

# Meetings sur la fusion LTF-Tribune communiste

## La question du trotskysme

Le dogme selon lequel le PCF serait inviolable comme « seul parti de la classe ouvrière » a la vie dure. Les décennies de calomnies stalinienne qui ont contribué à le perpétuer ont créé un mur entre les militants du PCF et le trotskysme. La fusion récente du groupe Tribune communiste, issu du milieu « anti-opportuniste » autour du Parti communiste, avec la LTF (voir le supplément spécial sur cette fusion dans le *Bolchévik* n°81, mars) a battu en brèche ce mur, provoquant un certain nombre de réactions prévisibles parmi les éléments fossilisés. Un pauvre diable, sympathisant de Tribune communiste pendant des années mais qui se croit apparemment toujours à l'époque de Thorez, a réagi à la fusion en écrivant à un des camarades de l'ex-TC qu'il ne s'agissait-là que d'« une petite opération politicienne au profit de Mitterrand à la veille des élections présidentielles », pour conclure par : « Ils t'ont séduit. Bonne chance et attention de ne pas tomber dans un traquenard. »

Mais à Paris comme dans les autres villes, de Lille à Marseille en passant par Rouen et Lyon (un meeting organisé par la Spartacist League/Britain aura également lieu ce mois-ci à Londres), le meeting sur la fusion a attiré de jeunes activistes des facs influencés par le PC, des sympathisants de l'ancienne Tribune communiste et d'autres militants — syndicalistes ou membres



L'Internationale clôture le meeting parisien du 31 mars.

du PCF — abonnés depuis un certain temps au *Bolchévik*. Un militant du PC d'environ 25 ans est intervenu pour expliquer comment il était arrivé à la conclusion que « le Parti communiste est un frein à la réelle émancipation du prolétariat en France », et que quoi que la direction du PCF décide après le premier tour des présidentielles, pour lui il n'est « pas question de voter Mitterrand » le 8 mai. Ce camarade revient d'un voyage en Union so-

viétique, où il a constaté que si la *perestroïka* de Gorbatchev menace de réintroduire en URSS les mécanismes du capitalisme, les effets galvanisateurs de la *glasnost* sur la jeunesse d'Union soviétique, qu'on voit partout en train de contester la *nomenklatura*, forment un contraste saisissant avec la stérilité de la vie interne du PCF, où la démocratie est inexistante.

De fait, la *glasnost* a pour effet que la question de Trotsky et de

l'Opposition de gauche (ainsi que de Boukharine et des « droites ») échappe au domaine de la démonologie. On ne peut plus simplement évacuer la lutte de Trotsky contre les usurpateurs staliniens avec des calomnies sur les « hitléro-trotskystes »; même les successeurs de Staline au Kremlin reconnaissent au moins que Trotsky était une figure historique du mouvement communiste et qu'il s'est battu pour une politique et pour un programme. Cela devrait rendre plus facile, pour les militants du PC, le nécessaire réexamen de l'histoire du communisme et la nécessaire remise en cause des racines historiques de la politique suicidaire de « coexistence pacifique » avec les impérialistes, à savoir la contre-révolution politique stalinienne en URSS.

Le camarade du PC termina son intervention en expliquant que s'il devait quitter ce parti le 8 mai, il ne pourrait évidemment pas rejoindre immédiatement la LTF dont il ne fait que commencer à examiner le programme. Puis il lança ce qui était en même temps un défi et un appel aux camarades présents : « Une chose. Tout n'est pas pourri dans le PC, même si la structure est complètement bonne à foutre à la poubelle. Il reste encore les communistes, qui ne sont pas tous forcément conciliants avec leurs structures. » Justement, et notre objectif est de les gagner. L'évolution de Tribune communiste montre la voie !

## Pandraud-Pasqua matraquent les JC anti-apartheid

# Pretoria tue à Paris

2 avril — Les bourreaux des Noirs sud-africains viennent de frapper en plein Paris, en toute impunité. Dulcie September, représentante en France du Congrès national africain (ANC), a été froidement exécutée mardi au siège de son organisation. Ainsi que le confirme le *Monde* de ce jour, « l'implication de l'Afrique du Sud dans l'attentat de Paris est [...] un secret de polichinelle ». Le ministre sud-africain de la « Défense » avait d'ailleurs averti : « L'ANC peut être frappée partout dans le monde »

(Libération, 30 mars).

Déjà les maîtres sanguinaires de l'apartheid se sont arrogé le droit de meurtre dans toute l'Afrique australe, ajoutant aux raids de « représailles » les actions terroristes pour éliminer individuellement les opposants. La semaine dernière, à Maseru au Lesotho, un jeune homme, accusé par Pretoria d'être militant de l'ANC, était abattu sur son lit d'hôpital. Quelques jours après, un gang sud-africain franchissait la frontière du Botswana pour assassiner, dans les faubourgs de Gaborone, quatre « membres présumés de l'ANC ». En sept ans, ce sont quelque 150 militants anti-apartheid réfugiés dans des pays voisins de l'Afrique du Sud qui ont été exécutés ainsi.

Maintenant, comme le dit un communiqué de l'ANC, « les sphères dirigeantes de Pretoria qui ont transformé depuis longtemps les rues de nos villes en camps d'extermination ont décidé de les étendre à l'Europe et à l'Amérique du Nord » (*l'Humanité*, 31 mars). La veille même de l'assassinat de Paris, une bombe était découverte à proximité du siège bruxellois de l'ANC. Un mois avant, Godfrey Motsape, représentant de l'organi-

sation nationaliste en Belgique, était blessé lors d'un attentat dont la police belge accuse les services sud-africains. L'année dernière à Londres, étaient arrêtés quatre individus, liés aux Special Forces sud-africaines, s'appêtant à kidnapper des représentants de l'ANC en Grande-Bretagne. Selon *l'Humanité* (30 mars), des contacts auraient même été noués en Europe, afin d'« assurer la logistique », avec des organisations fascistes.

Il semble bien se confirmer qu'au moins dès le jour même du crime le gouvernement français connaissait le responsable. Comme le révèle une enquête du *Monde* (2 avril), « dès le soir de l'assassinat, une information précise circulait dans ces milieux [du renseignement], venant renforcer des soupçons immédiats. Selon celle-ci, transmise notamment à la DST, des agents du NIS [les barbouzes sud-africains], apparemment plus spécialisés dans l'action que dans le renseignement, sont arrivés en France très récemment. Des noms circulent [...]. Les conclusions vont toutes dans le même sens : s'ils n'ont pas nécessairement exécuté eux-mêmes le meurtre, les agents repérés à Paris en sont, au minimum, les comman-



JL Dolmaire/Keystone

Dulcie September, représentante de l'ANC en France, abattue à Paris par les terroristes de l'apartheid

ditaires et, vraisemblablement, les organisateurs. » Apparemment, les autorités françaises (qui ont par ailleurs toujours refusé à Dulcie September la protection qu'elle réclamait) n'ont pas inquiété lesdits « agents repérés », à aucun moment... En plus, si prompts d'habitude à dénoncer l'Iran ou la Libye derrière le moindre attentat, Chirac tout comme Mitterrand se sont gardés de désigner le responsable. Sans hésiter, le gouvernement a même

Suite page 13

### POUR CONTACTER LA LTF

<b>Paris</b>	Le Bolchévik BP 135-10 75463 Paris Cedex 10 Tel : 42 08 01 49
<b>Rouen</b>	Spartacist BP 240 76003 Rouen Cedex Tel : 35 71 20 86
<b>Lyon</b>	Spartacist BP 7105 69353 Lyon Cedex 07 Tel : 78 58 62 17

# Spartacus!

GROUPES SPARTACISTES

**“Révolutionnaire” en 68, mitterrandolâtre en 88:**

## Trahir c'est mourir un peu!

Le tract que nous reproduisons page 14 a été diffusé par les Groupes spartacistes à Paris. Il a fait mouche car nous n'avons, hélas!, pas été surpris sur ce que fut le contenu du meeting anniversaire de 68 qui s'est tenu le 22 mars à Saint-Denis (Paris VIII). Le PS avait mis le paquet sur cette université en invitant à débattre, sur le thème récupérateur «20 ans après, le PS continue le débat», Messieurs Kouchner, Debray, Geismar, et le renégat Henri Weber (ex-membre du bureau politique de la LCR, actuellement conseiller de Fabius, et un de ceux qui se sont faits interviewer dans le film «Mourir à trente ans» pour cracher sur son ex-camarade qui s'est suicidé, Michel Récanati). Ils étaient venus affirmer bien haut leur réformisme, leur anticommunisme, et parmi toutes leurs certitudes, celle que 68 a été tout sauf une crise pré-révolutionnaire. Kouchner, président de Médecins du monde, ouvrait le feu: «Pour être un peu provocateur, cela n'avait rien à voir avec la révolution.» Puis, Régis Debray, aujourd'hui conseiller à la cour du Prince de l'Élysée, se vantait d'avoir prédit en 72-73: «La révolution est vraiment un mythe obsolète pour la France, c'est un piège à cons et les élections un débouché possible.» C'est-à-dire, votez Mitterrand.

Un peu plus tard, lorsqu'Hervé Hamon (co-auteur de *Génération*) demandait quelle avait été la nature du changement chez les uns et les autres, «Kautsky»-Weber pontifiait:

22 mars, Saint-Denis (Paris VIII): au micro, le renégat Weber, entouré (de droite à gauche) de Kouchner, Hamon et Geismar, essaie de vendre sa salade pro-PS



«Ce que j'entends par utopie de la société parfaite, c'est cette idée de la possibilité de constituer une société sans classes, sans Etat, sans guerres, sans flics et sans patrons [...]. C'était exactement le mythe qui nous faisait marcher.» Weber ayant ainsi libéré les dernières inhibitions de la tribune, la messe au «dieu (le marxisme) qui nous a lâchés» reparti de plus belle. Geismar: «Il vaut mieux être réformiste tous les jours et révolutionnaire quand c'est possible.» Et voilà! Kouchner: «En 68, je n'y croyais plus du tout depuis longtemps.»

Devant de tels aveux, l'auditoire restait perplexe, voire parfois hostile. Les étudiants n'étaient pas enchantés, ils n'étaient pas venus pour se voir transformer en bétail électoral pour le PS. C'est après une intervention d'un militant de la LCR, qui pleurnichait sur l'absence d'une «vedette» de son organisation à cette tribune d'infamie, qu'un camarade du Groupe spartaciste a pu intervenir: «Il y en a qui ne manquent pas de culot d'essayer de nous faire vibrer devant le drapeau rose du réformisme et de nous vendre le "messie" Mitterrand au nom de 68.» Le camarade a provoqué les applaudissements quand il a dénoncé les mesures anti-immigrés entérinées par les gouvernements de 81-86. Son intervention en déclencha d'autres hostiles au PS et à ses champions à la tribune. Le PS, entre autres par la bouche de Weber, ne trouva à répondre que, seuls ceux qui ne gouvernent pas ne font pas d'erreurs!

Toute cette belle brochette voulait surtout accorder ses violons sur son soutien à la social-démocratie dans sa campagne belliciste contre l'Union soviétique. La seule chose vraiment intéressante qui émergeait de ce brouhaha était ses difficultés à se mettre d'accord sur la question de l'Afghanistan. Kouchner, a soutenu que le «changement» le plus fondamental dans leur petite vision très française du monde depuis 68 était le «rejet» du «modèle stalinien». Pour Kouchner, ça veut dire un soutien aux *contras* nicaraguayens au nom des «droits de l'homme», tandis que pour Debray, fidèle à son maître Mitterrand dont la politique pour l'Amérique cen-

trale est une «paix négociée» qui ressemblerait aux accords néo-impérialistes d'Evian avec le FLN algérien, la lutte «anti-impérialiste» mérite toujours un communiqué de presse. Mais en Afghanistan, les «Médecins du monde» de Kouchner sont menacés par les mollahs réactionnaires, et, très embarrassé, il se sentait obligé de suggérer que peut-être le retrait des troupes soviétiques n'allait pas aboutir à un essor des «droits de l'homme». Comme Kouchner le disait l'année dernière sur Europe 1: «Je le dis avec précaution, mais de temps en temps, devant ces spectacles-là, c'est vrai qu'on se sent plus proche de l'Union soviétique d'une certaine façon. Celle qui dévoile les femmes et met les enfants à l'école» (cité dans *l'Humanité*, 17 décembre 1987). Mais la politique des «droits de l'homme» façon Mitterrand-Reagan lui impose néanmoins d'être pour le retrait des troupes.

Le comble de l'anticommunisme de la part des déchets de 68 a été atteint le même jour à Nanterre par Cohn Bendit dans un débat sur «le mouvement du 22 mars». Quand Dany-le-jaune a dit que quand il voyait un stalinien ça lui faisait, au niveau émotionnel, la même chose que lorsqu'il voyait un fasciste, Daniel Bensaïd (lui, toujours au BP de la LCR) n'a réagi que très mollement. A Nanterre, la discussion sur 68 a déclenché un débat sur la lutte contre les fascistes et tous les deux étaient d'accord sur le fait qu'il faut débattre avec les fascistes, se mettant ainsi du côté de l'administration contre les 150 étudiants qui venaient de chasser cette

Suite page 14



Juin 1982--  
Contre le  
front  
populaire de  
Mitterrand

# Rejetant l'impasse réformiste, un lycéen dit: "J'ai quitté la JC!"

Mon adhésion en 1984 s'est construite sur la pensée qu'il y avait quelque chose à changer dans la société; il fallait amener les gens à prendre conscience de la nécessité d'une révolution socialiste pour que leurs intérêts soient entièrement remplis.

Cela impliquait qu'il fallait s'organiser dans un parti ou l'organisation de jeunesse liée à ce parti.

Pourquoi ai-je choisi la JC ?

Le parti communiste avait tout de même guidé la Révolution de 1917 en URSS et le PCF se réclame du marxisme-léninisme et se prétend révolutionnaire; ceci m'amena à penser que le PCF était le parti qui guidera la révolution.

Mais au fil des années, je m'apercevais qu'il y avait des problèmes et des contradictions dans la JC et dans le PCF. Il y a des problèmes de démocratie et de débat; il est vrai que l'on élit le CC, les secrétariats locaux. Mais les camarades proposés sont présentés par qui ?

Sont-ils présentés par la base, c'est-à-dire sont-ils les représentants des différentes opinions internes de la JC ?

Non, les camarades élus sont présentés par la direction, c'est-à-dire qu'ils plaisent à la direction, à la ligne imposée par la direction.

Je vais vous donner un exemple: mon élection au secrétariat local de Montreuil. Une dizaine de minutes avant l'élection, un camarade de la fédération me proposa de me présenter; sur ce, j'accepte. On arrive dans la salle, un autre camarade présente la liste sortante, la liste proposée à l'élection. Les secrétaires des cercles présents votent, la

liste est admise.

Mais pourquoi ont-ils voté pour cette liste? Que représentaient les camarades présentés? Était-elle (la liste) le fruit d'un débat entre les secrétaires de cercles qui auraient

la direction était dans la ligne politique, cette liste ne créerait jamais d'opposition, ni ne remettrait jamais en cause la ligne ou des points politiques. Cette liste ne représentait pas les différentes ten-

quoi ne forme-t-on pas systématiquement les militants dès leur entrée aux JC ou au PCF ?

Dès mon entrée aux JC, j'ai attendu une formation politique avec les écrits de Marx et Lénine. Ceci fut fait mais pas à l'aide de la JC. La formation de tous les militants est une nécessité, car elle permet à chacun et à tous de pouvoir analyser, selon une analyse marxiste, toutes les situations, de mieux défendre le programme, de mieux comprendre et permet de situer le débat à un niveau politiquement élevé.

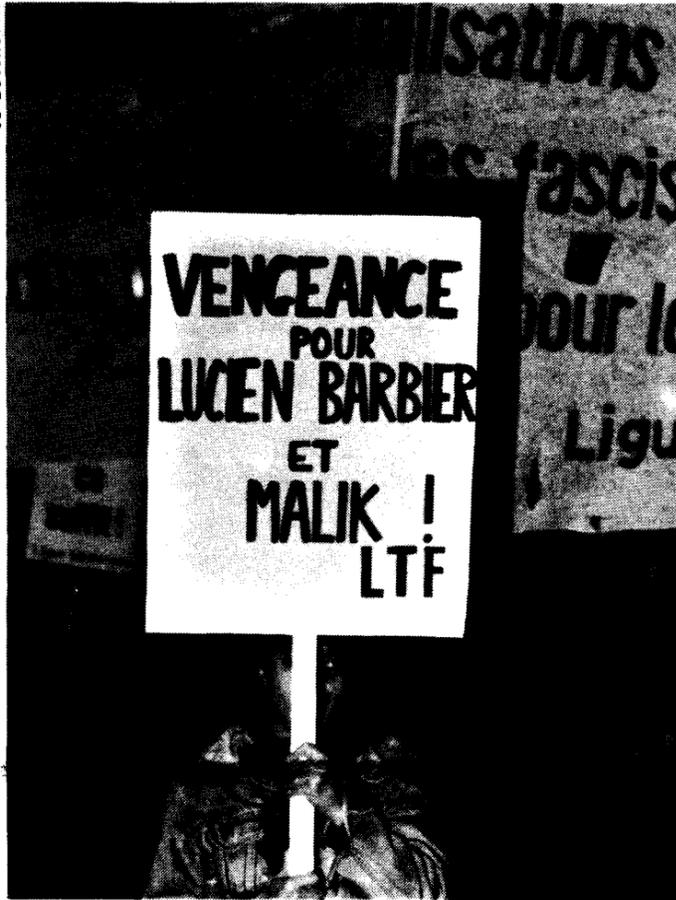
Au PCF et aux JC, cela n'est pas fait; il y a bien les écoles de la JC, mais on ne crée pas un révolutionnaire, un marxiste en une semaine et en lui faisant seulement lire le *Manifeste* comme classique. Cette formation n'est pas faite et cela se ressent, car la majorité des militants ne connaissent que la propagande du PCF, c'est-à-dire les mots d'ordre, et non pas la théorie, ce qui a permis d'élaborer ces mots d'ordre.

Pour la direction du PCF et des JC, cela est inutile puisque «*Ce n'est pas actuel*», «*C'est dépassé*». Camarades, je n'ai qu'une chose à dire: lisez les classiques de Marx et Lénine, et par vous-mêmes, vous verrez que c'est bien plus actuel. Et de plus, si les écrits de Marx et Lénine ne sont plus valables aujourd'hui, alors pourquoi le PCF se prétend-il marxiste-léniniste ?

Vu que la JC ne me donnait pas cette formation, je me la suis donnée. J'ai lu des livres de Marx et Lénine, des livres sur la Révolution de 1917. Et dans les livres sur la

Suite page 14

Le Bolchévik



A la manifestation anti-Le Pen appelée par le PCF, dans le cortège de la LTF-Tribune communiste

décidé de présenter tel ou tel camarade pour ses idées, pour les buts qu'il se fixait ?

Non, cette liste était celle dont

dances qu'il aurait pu y avoir à l'intérieur des JC.

Il y a aussi un autre problème dans les JC, et dans le PCF. Pour-

## Nanterre :

# Des fascistes chassés de la fac des lettres

Le tract ci-dessous a été diffusé par le Groupe spartaciste de Nanterre le 23 mars à un meeting électoral en faveur de la candidature de Pierre Juquin. Mais c'est David Assouline qui a pris la parole à la place de Juquin. L'administration a interdit le candidat «*renovateur*» sur la fac. Elle justifie cette mesure en rappelant les «*événements*» du 9 mars, analysés dans notre tract. Nous protestons vigoureusement contre cette censure politique frappant un porte-parole d'un courant du mouvement ouvrier. Cette leçon n'empêche pas les sociaux-démocrates et leurs laquais, de variété juquiniste ou mitterrandesque, d'avancer la position suicidaire et criminelle que les étudiants doivent faire confiance à cette même administration pour les protéger des fascistes !

20 ans après 68, sur le fumier du capitalisme pourrissant et de sa crise, partout les fascistes passent à l'offensive. La France a le sinistre privilège d'être à «*l'avant-garde*» du retour de la peste brune.

Leur objectif est d'écraser la

classe ouvrière en commençant par son maillon le plus faible: les travailleurs immigrés. Les fascistes c'est aussi la terreur raciste, antisémite, anti-homosexuelle, anticommuniste, obscurantiste.

Les facs et les lycées ne sont pas épargnés par les sections d'assaut du Front national (FN): 20 blessés à Tolbiac, descentes à Censier, à la Sorbonne, à Rouen, à Lille, à Lyon... la liste est déjà bien longue.

Et maintenant à Nanterre, un des symboles de 68, le 9 mars à 12 h, une quinzaine de fascistes de l'UNI, du FN et du GUD sont venus distribuer leur torchon raciste devant la cafétéria de Lettres. Aussitôt, le Groupe spartaciste de Nanterre, avec quelques militants de gauche, a cherché à mobiliser d'autres étudiants et les organisations pour chasser cette vermine de la fac, pendant que le MJS et une partie de l'UNEF-ID s'escrimaient à convaincre par le «*verbe*» les fascistes de disparaître. Ceux-ci leur répondirent à coups de poing américain et de chaîne, blessant plusieurs personnes. Les fascistes qui entonnaient des chants nazis furent

chassés par 150 étudiants déterminés qui reprirent le mot d'ordre de notre camarade «*Les fascistes dehors*», et c'est au chant de l'Internationale que ces nazillons furent vidés.

Le lendemain, une AG de 150 étudiants ainsi que des représentants de la CGT et du SGEN-CFDT, contactés par le Groupe spartaciste de Nanterre, étaient réunis pour réagir à l'agression de la veille.

Cette AG aurait pu être le début d'une mobilisation massive autour des organisations étudiantes et ouvrières de la fac pour administrer une bonne correction à cette racaille. Hélas, à cette perspective proposée par le Groupe spartaciste de Nanterre, le MJS, l'UEC et la JCR opposèrent l'habituelle pétition adressée à l'administration pour fermer le local de l'UNI. Par cette politique de défaite, ils ne faisaient qu'imiter leurs leaders Lajoinie et Jospin qui débattent avec Le Pen et se perdent en protestations et indignation au lieu de mobiliser la classe ouvrière contre le FN. De plus ces organisations sont trop occupées par les élections et la préparation d'un nouveau front popu-

laire du type de celui de 81 à 86 pour entamer une véritable lutte antifasciste.

Le front populaire du 10 mai, c'est l'austérité antiouvrière, les décrets racistes Joxe et Dufoix et les campagnes antisoviétiques (Pologne, Afghanistan, Pershing) qui ont pavé la voie aux fascistes. Il faut briser ce cycle infernal front populaire/réaction en continuant sur la voie des mobilisations antifascistes de masse comme celle du 27 janvier à l'appel du PCF (la LTF a appelé à cette manifestation et y a participé sous ses propres mots d'ordre) ou celle des Antillais en décembre dernier.

Le véritable combat contre la barbarie fasciste signifie le combat pour la révolution socialiste et une nouvelle direction à la classe ouvrière: un parti ouvrier d'avant-garde armé du programme léniniste-trotskyiste. Les Groupes spartacistes et la Ligue trotskyste de France se battent pour construire ce parti. Etudiant, rejoins notre lutte !

Groupes spartacistes de Nanterre et de Saint-Denis, le 22 mars 1988

# 1500 à Rouen contre Le Pen

Le Pen a pu tenir son « meeting » à Rouen le 31 mars. 3 000 personnes, quelques milliers de moins que lors de sa dernière invasion de la Seine-Maritime il y a 4 ans. Ce meeting aurait pu être empêché ! Mais les directions de la CGT et du PCF ont démobilisé les rangs de leurs organisations avec de faux arguments comme « Il ne faut pas répondre à la provocation ». Nous disons que la classe ouvrière de cette région a la puissance d'écraser cette provocation !

L'« extrême gauche » de la ville s'est organisée pour « protester » contre l'arrivée de Le Pen au nom d'une société « d'égalité » — mais il ne peut y avoir aucune égalité dans une société où les fascistes, sous l'oeil bienveillant des « forces de l'ordre » de l'Etat capitaliste, guettent leurs victimes ! Le cortège de la LTF a regroupé plus de 80 personnes qui ont choisi de se regrouper derrière les slogans révolutionnaires. Le cortège de la LCR-JCR (la seule banderole signée JCR disait « Front national, Front nazi ») comptait environ 80 personnes et bon nombre des amis de Krivine ont défilé dans le cortège du Comité Juquin qui était de loin le plus grand avec 3 à 400 personnes derrière une banderole « Pour le vote des immigrés ». Lutte ouvrière, bien évidemment, était absente.

La veille, dans un incident scandaleux, des vendeurs du Bolchévik ont été brutalement attaqués par une bande de nervis dirigés par des membres du PCF à la sortie d'un meeting du MRAP au cours duquel notre appel pour des mobilisations ouvrières/immigrées pour stopper les fascistes a été écouté et débattu. Toute personne décente doit protester contre ce gangstérisme, malheureusement trop typique du PCF. Staline (et Thorez) était le grand fossoyeur des révolutions. Des staliniens qui aujourd'hui frappent les trotskystes et restent chez eux quand il s'agit de lutter contre les fascistes emboîtent le pas de leur maître.

Nous reproduisons ci-dessous notre dernier tract d'appel à la manifestation.

Il nous reste moins de 10 jours pour nous mobiliser pour empêcher Le Pen de venir cracher sa haine raciste, antisémite, anticommuniste, anti-homosexuelle le 31 mars à Rouen. Le führer du Front national et ses chefs de bande locaux veulent montrer leur force pour impressionner leurs sympathisants, pour créer leurs sections d'assaut.

Cortège de la LTF à la manifestation contre Le Pen le 31 mars. Boutez Le Pen hors de Rouen !



Déjà les affiches lepénistes se multiplient sur les murs, déjà les provocations fascistes se multiplient à la fac. Si nous laissons ce meeting-provocation se dérouler impunément, nous devons faire face demain à une flambée de violence fasciste.

Empêtrée dans une crise politique qu'elle n'arrive pas à résoudre dans le cadre de la démocratie parlementaire et du bonapartisme semi-parlementaire, la bourgeoisie enrage de ne pas pouvoir briser les reins à la classe ouvrière pour imposer sans rencontrer de résistance son austérité, ses licenciements, sa politique de régression sociale et de revanche antiouvrière. Les fascistes lui offrent un moyen d'y parvenir : en mobilisant les masses de la petite-bourgeoisie enrégées par la crise économique et l'impuissance du front populaire de Mitterrand — gouvernement de collaboration de classe qui se présentait frauduleusement comme un « gouvernement des travailleurs ». En organisant cette poussière humaine en troupes de choc pour semer la terreur raciste et antiouvrière.

Pour le moment la bourgeoisie hésite encore à laisser la place à un régime de terreur ouverte, qui pourrait encore rencontrer de la résistance et provoquer une guerre civile. Pour prouver de quoi il est capable, Le Pen doit encore renforcer ses bandes de nervis et conquérir la rue.

Le 31 mars, nous avons la possibilité de porter concrètement un coup d'arrêt à ces sinistres projets en empêchant le meeting de Le Pen. Il faut pour cela une mobilisation massive et déterminée, seul

moyen d'interdire aux lepénistes toute possibilité de provocations et de violences ; il faut une mobilisation dont le gros sera constitué par des cortèges bien organisés de tous les bastions ouvriers de la région : Renault, les docks, la chimie, la SNCF, etc.

Il n'y a plus une minute à perdre pour organiser cette action antifasciste. Car il s'agit de faire descendre dans la rue 10 000 ou 20 000 personnes, de préparer une manifestation de front unique combattive et disciplinée, avec un service d'ordre et une direction sur place bien préparés. Tout ceci ne peut pas être organisé à la va-vite, en deux ou trois jours. Les syndicats doivent appeler dès maintenant à des assemblées d'usine pour mobiliser, organiser des cortèges etc.

Le Collectif antiraciste (élargi à d'autres organisations) appelle à une manifestation le 31. Malheureusement, il se limite à un appel platonique qui ne se donne pas pour but d'empêcher Le Pen de tenir son meeting. Il faut une action de front unique, à laquelle toutes les organisations ouvrières et démocratiques déterminées à empêcher le meeting-provocation de Le Pen doivent participer, avec leurs propres mots d'ordre et sous leur propre bannière. Comme nous l'écrivions après la manifestation antiraciste du 4 juin dernier, appelée notamment par le PCF et la CGT (et qui faisait suite à une campagne de protestation, à l'initiative de la LTF, contre la ségrégation raciste au Flunch) : « Il incombe maintenant plus que jamais aux directions du mouvement ouvrier — et surtout à la CGT et au PCF — de relever le défi. C'est la seule façon de remporter une victoire. »

Mais, pour le 31 mars, les directions du PCF et de la CGT (ainsi d'ailleurs que celle de la CFDT) n'ont toujours rien fait. Un dirigeant de l'Union départementale CGT, que nous avons contacté, a même froidement répondu qu'ils ne feraient rien « pour ne pas faire de publicité à Le Pen ». Faudra-t-il pour convaincre ce « responsable » de la réalité de la menace fasciste attendre qu'il se retrouve derrière les barbelés ? Les dizaines de milliers de travailleurs et d'antifascistes qui ont manifesté à Paris et dans de nombreuses autres villes le 27 janvier, à l'appel du PCF, pour crier « Le Pen ça suffit ! » n'étaient

ni des inconscients, ni des provocateurs !

Nous, trotskystes, qui avons appelé et participé à ces manifestations, disons : Il faut continuer dans la voie du 27 janvier en passant à l'étape supérieure, celle des actions pour empêcher les provocations fascistes. Certains militants du PCF prétendent qu'ils ne veulent pas appeler à une manifestation initiée par des organisations qui n'ont pas répondu à l'appel du PCF le 27 janvier. Cela ne fait qu'affaiblir la mobilisation nécessaire face à un ennemi qui tire précisément sa force de la passivité et de l'absence de riposte aux exactions de ses sbires. De plus, ceux qui refusent aujourd'hui le front unique contre Le Pen seront demain les premiers, au nom de la lutte contre la droite et les fascistes, à voter Mitterrand au second tour, à se précipiter dans un nouveau front populaire antiouvrier, anti-immigré et antisoviétique, qui comme le précédent, ne fera encore que gonfler les voiles des fascistes.

A Renault-Cléon aujourd'hui, des milliers d'ouvriers sont en grève contre les licenciements. Malheureusement, la CGT et la CFDT confinent ce mouvement à une seule usine. Une puissante démonstration de la force de la classe ouvrière, non seulement garantirait la victoire contre la racaille fasciste, mais donnerait un puissant coup de pouce à la lutte contre la direction de Renault ; et en portant la mobilisation des travailleurs à un niveau supérieur, elle pourrait devenir le tremplin pour une riposte plus large contre les licenciements qui pleuvent sur la région.

Oui, c'est toute la classe ouvrière de la région rouennaise qui devra être dans la rue le 31 mars !

La Ligue trotskyste participera à la manifestation du 31 mars avec les mots d'ordre :

- Le Pen ne doit pas tenir son meeting de haine raciste !
- Mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes !
- Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés !
- Groupes de défense ouvriers/immigrés, basés sur les syndicats !

TOUS A LA MANIFESTATION  
DU 31 MARS !  
REJOIGNEZ LE CORTÈGE  
DE LA LIGUE TROTSKYSTE !

Rouen, le 22 mars



LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS

30 F pour 10 numéros  
Hors Europe : 40 F (avion 60 F)  
Etranger : mandat poste international

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

TEL \_\_\_\_\_

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10,  
75463 Paris Cedex 10

# Renault-Cléon : les bureaucrates organisent la démobilisation

La direction de la Régie nationale entend, début avril, jeter au chômage 150 ouvriers de l'usine Renault-Cléon. Ces travailleurs sont voués à la misère. Le bassin elbeuvien, près de Rouen, « détient le triste record du taux de chômage le plus élevé pour l'Ouest de la France » (Paris-Normandie, 26 mars). Cette première charrette de licenciements « secs » n'est que la première d'une longue série qui devrait affecter quelque 2 000 travailleurs sur une usine qui en comprenait 9 700 en 1984 et 6 700 aujourd'hui. Un très grand nombre d'ouvriers en sont parfaitement conscients et n'entendent pas laisser la direction agir.

Depuis plusieurs semaines, des actions syndicales se multiplient. Blocage partiel des chaînes de montage. Blocage symbolique d'entrées de l'usine. Barrages routiers et fermetures de deux ponts sur la Seine par des militants CGT. Séquestration du patron, occupation de la Chambre de commerce etc. Ces actions, pour spectaculaires qu'elles soient, n'obligeront pas le patron à reculer, mais risquent même en se minorisant d'exposer les militants à la répression. Déjà, les sanctions commencent à tomber. Mais la direction du syndicat CGT refuse de s'engager dans la voie d'une réelle lutte qui puisse déboucher sur une victoire. Arrêter la production ! Faire la jonction avec d'autres usines du groupe et avec les entreprises de la région frappées par les licenciements !

Ce n'est pas la combativité qui manque dans l'usine. Et les bureaucrates de la CGT le savent pertinemment, eux qui se sont vus créditer de 83,1 % des voix aux élections professionnelles de décembre dernier. Comme nous le faisons remarquer dans le *Bolchévik* n° 79, janvier : « Ce raz de marée électoral n'est pas tant un vote de confiance à la direction de la CGT qu'un avertissement : "vous dites que vous êtes le syndicat des luttes, allons-y". »

La journée du lundi 28 mars en a donné une éclatante démonstration. Dès le matin, un des accès à l'usine était bloqué, les autres res-

tant libres. 1 500 travailleurs sont regroupés devant la grille du parking principal ne cherchant pas à utiliser les autres entrées. Un peu après 8 heures, les bureaucrates proposent de rentrer dans l'usine en cortège pour aller voir la direction et protester contre les licenciements ! 200 à 300 ouvriers combattifs refusent, seule une soixantaine d'autres acceptent, le reste ne bouge pas. Les dirigeants réitérent leur appel : réponse, « Non, on reste ». Alors, nos organisateurs de défaites promettent de revenir à la grille s'ils consentaient à les suivre : réponse, encore « Non ». Finalement, malgré ces efforts, tout le monde reste sur place. Ce que les gars voulaient, c'était une grève ! Au changement de quart, alors que l'absence de direction véritable commençait à faire sentir ses effets et que les ouvriers se dispersaient petit à petit, la direction de la CGT décide d'envoyer des « piquets filtrants ». Devant cette tactique d'impuissance, les grévistes se démobilisent de plus en plus, rentrent chez eux ou vont au café, et à 17 heures les bureaucrates lèvent les piquets avec l'argument cynique « On n'est plus assez nombreux » !

Après avoir démobilisé, gâché la volonté de lutte, la CGT organisait le lendemain matin avec une centaine de manifestants des barrages sur les ponts d'Elbeuf. Une belle pagaille dans la région, mais l'incompréhension des ouvriers arrivant à l'usine était totale. Chacun espérait, plus ou moins confusément, voir les militants syndicaux les appeler à recommencer, avec une meilleure organisation et détermination, l'action de la veille. Il n'en sera rien. L'usine tournera normalement, les bureaucrates n'organiseront même pas un meeting d'explication. Pas un tract distribué. Rien. Se réfugiant derrière le même argument éculé « les gars ne sont pas assez mobilisés », alors que c'est elle qui les a laissés sans perspective, la direction CGT s'engage dans des actions-spectacles qui ne mobilisent qu'elle-même. On brûle quelques pneus, on retient le patron dans le local du comité d'établis-

sement et on laisse la masse des ouvriers sur les chaînes.

Pendant ce temps, la direction menace de sanctionner les militants les plus en vue. Une dizaine de syndicalistes et de simples grévistes sont dans le collimateur. Le sinistre

dances antisyndicales se lançant dans des actions désespérées, la répression et la démoralisation.

Comme l'expliquait notre camarade Gilles Cazin dans une lettre du 15 décembre dernier alors que l'annonce des licenciements provo-

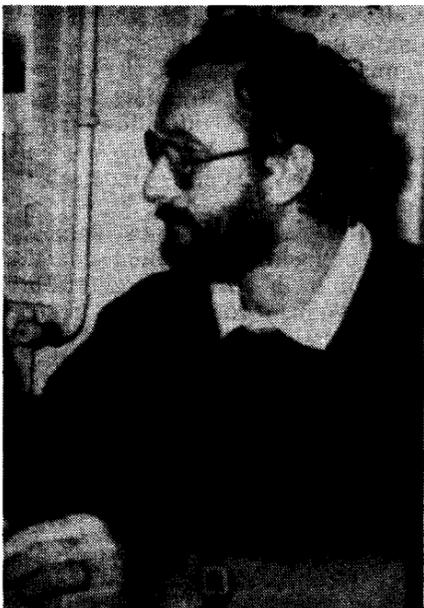


Dans le cortège de la LTF à la manifestation contre Le Pen à Rouen le 31 mars

engrenage des avertissements, mises à pied, et éventuellement mises à la porte est enclenché. La direction Renault menace de décapiter le syndicat CGT. Levée immédiate des sanctions ! Une attaque contre un est une attaque contre tous !

Si on ne renverse pas la vapeur, Renault-Cléon risque de glisser dans une situation à la Billancourt, la désaffection des syndicats, y compris l'apparition de fortes ten-

quait des débrayages à répétition : « Unis dans une même lutte contre la direction de la Régie, on peut gagner. Il faut une grève de tout Renault ! C'est la seule voie. Arrêtons la production, avec des piquets de grève ! Etendons la grève, envoyons des délégations aux autres usines ! Voilà les tâches minimum que doit se fixer une direction décidée à conduire la grève jusqu'à la victoire ! »



Patrick Boudet, militant CGT attaqué au tranchoir de boucher

## Vichy: agression sauvage contre un militant CGT Les tueurs à gages du patronat

2 avril — Patrick Boudet, militant de la CGT à la boucherie industrielle Sobovide de Vichy, a été sauvagement agressé, le 24 mars, au tranchoir de boucher. D'abord plongé dans le coma, entre la vie et la mort, il se remet maintenant progressivement de ses horribles blessures. Le 31 mars, ses trois agresseurs et leur commanditaire, qui n'est autre que le directeur de l'entreprise, étaient inculpés.

Le patron, voulant se débarrasser d'un syndicaliste gênant, n'a pas hésité à offrir 50 000 francs pour sa mort. Patrick Boudet était devenu l'homme à abattre depuis qu'il avait eu l'« arrogance » de

vouloir imposer le respect minimum de la convention collective en matière de conditions de travail et de droit syndical. De plus, il s'appretait à révéler une sombre affaire de trafic de carcasses de boucherie.

Il ne s'agit pas d'un simple fait divers. C'est une agression politique contre un militant ouvrier, une agression à caractère fasciste qui prend sa source dans le climat de répression antisyndicale et de brimades envers les ouvriers qui règne dans l'entreprise Sobovide, mais aussi dans tout le pays.

Cette tentative d'assassinat prend sa source dans le cadre plus

large de haine anticommuniste et anti-CGT. Comme le prouvent d'ailleurs les véritables appels au meurtre qui fleurissent sur les murs de Vichy : « Mort aux rouges ! », « Lutte armée contre la CGT », etc.

L'agression dont a été victime Patrick Boudet ne doit donc rien au hasard. Elle n'est pas non plus un acte isolé. Elle est la manifestation concrète d'une situation d'ensemble qui vise à imposer à la classe ouvrière les pires conditions d'exploitation et, pour y parvenir, à écraser les organisations ouvrières.

S'il s'avère que les criminels sont aujourd'hui inculpés, une chose

Suite page 13

## La violence nationaliste agite l'URSS de Gorbatchev

# Derrière la crise arménienne

A la mi-février, Gorbatchev déclarait à ses collègues bureaucrates du Kremlin que la politique à l'égard des diverses nationalités qui composent l'URSS a été « la question vitale la plus fondamentale de notre société ». Quelques jours plus tard, les événements devaient confirmer de façon spectaculaire ces propos. Une vague de ferveur nationaliste déferla sur l'Arménie, et, peu après, des pogroms antiarméniens ensanglantaient l'Azerbaïdjan voisin.

Jour après jour, de la mi-février à début mars, des centaines de milliers de gens sont descendus dans les rues d'Erevan, la capitale de l'Arménie soviétique. Le 26 février, un million de personnes — le tiers de la population de la plus petite république d'URSS — se sont rassemblées sur la place du Théâtre. Les écoles ont fermé. Les usines se sont arrêtées. C'est la plus grande protestation populaire qu'on ait vue en URSS depuis plus d'un demi-siècle.

Les manifestants réclamaient le transfert à l'Arménie de la région autonome, montagneuse, du Nagorny-Karabakh aujourd'hui rattachée à la république d'Azerbaïdjan. L'enclave du Karabakh est peuplée à 85 % d'Arméniens. Acte d'indépendance sans précédent, le gouvernement local a officiellement demandé le transfert après qu'une pétition eut recueilli plus de 70 000 signatures, pratiquement toute la population arménienne adulte de la région.

Devant l'escalade des manifestations à Erevan, Gorbatchev a personnellement appelé les Arméniens « à retourner à la vie normale et au travail, à respecter l'ordre social ». Tout en promettant des réformes, il a laissé la question ouverte sur le futur statut du Nagorny-Karabakh. Les dirigeants nationalistes arméniens, qu'ils aient répondu à l'appel de Gorbatchev ou qu'ils aient reculé devant la crainte d'une répression militaire, ont accepté le 27 février de suspendre les manifestations pour un mois. Mais, à peine la capitale arménienne se calmait-elle qu'on apprenait que deux Azerbaïdjanais avaient été tués à Karabakh.

Cette nouvelle provoqua une



Der Spiegel

Manifestation à Erevan, avec des portraits de Gorbatchev

émeute communautaire dans la ville azerbaïdjanaise de Soumgaït, près de Bakou. La foule azeri s'attaqua aux Arméniens dans les rues. Selon des témoignages, les émeutiers envahirent des maternités, s'attaquant aux femmes, jetant des enfants par les fenêtres. Le vice-procureur d'URSS a affirmé qu'il s'agissait d'« un pogrom ». L'agence soviétique Tass a fait état de 32 morts. Des sources non officielles parlent de centaines de victimes.

L'armée soviétique a dû intervenir pour ramener l'ordre et protéger la population arménienne. « Les pertes auraient pu être bien plus grandes si les habitants ne nous avaient pas aidés », a déclaré le général V. Kraev. Des familles azerbaïdjanaises ont caché chez elles des Arméniens. Un conducteur de bus en a évacué une dizaine dans une autre ville. Des ouvriers ont protégé leurs camarades contre les foules enragées. Des membres

du Parti communiste ont formé des brigades pour aider la milice (police) à maintenir l'ordre.

Mais la crise était loin d'être finie. Le 21 mars, la *Pravda* dénonçait le mouvement pour le rattachement du Nagorny-Karabakh : « L'idée noble de rattachement a une odeur antisocialiste. » Deux jours plus tard, le présidium du Soviet suprême passa une résolution déclarant que « les tentatives de résoudre des questions nationales compliquées [par la] constitution d'organisations autoproclamées appelant à un remodelage des frontières [sont] intolérables » (le Monde, 25 mars).

Tass s'en est prise aux « extrémistes » arméniens pour avoir « exploité les émotions du peuple dans des buts provocateurs afin de renverser le cours du développement de la société ». Cependant, les dirigeants soviétiques sont loin d'être homogènes quant à la façon de traiter la crise arménienne. Le journal de la Jeunesse *Komsomolskaïa Pravda* a publié un reportage exprimant une certaine sympathie — en tout cas pas d'hostilité — au point de vue arménien.

Peu avant la date à laquelle les manifestations devaient reprendre, le gouvernement soviétique a publié un décret ordonnant aux autorités locales de « prendre toutes mesures nécessaires au maintien de l'ordre public » et d'empêcher d'autres troubles nationalistes dans les républiques caucasiennes. Dans le même temps, le bureau politique prenait une série de mesures et injectait près d'un demi-milliard de roubles dans le Karabakh arriéré pour développer le nombre d'écoles, d'ouvrages, d'émissions télévisées en langue arménienne.

Devant cette politique de la carotte et du bâton, la date du 26 mars s'est passée dans un calme relatif à Erevan. Mais, Stepanakert, la capitale du Nagorny-Karabakh, a

été paralysée par une grève générale qui se poursuit au moment où nous mettons sous presse.

### LE NATIONALISME STALINIEEN MINE L'URSS

Comme les médias occidentaux l'ont à plusieurs reprises fait remarquer, les événements du Caucase constituent les troubles nationalistes les plus sérieux qu'on ait vus depuis la formation officielle, fin 1922, de l'Union des républiques socialistes soviétiques. Beaucoup de questions se posent. Pourquoi l'Arménie et pourquoi maintenant ? Verra-t-on des explosions nationalistes similaires éclater partout en URSS ? Comment la crise arménienne va-t-elle affecter le cours des réformes de Gorbatchev ?

Parmi toutes ces incertitudes, une chose est claire : la bureaucratie stalinienne au pouvoir, imprégnée de nationalisme, ne peut résoudre la complexe question des nationalités. La politique gorbatchévienne de *glasnost* a seulement permis que s'expriment les puissants courants nationalistes jusque-là occultés. Dans le même temps, la décentralisation économique sous l'égide de la *perestroïka* va intensifier les divisions et rivalités nationales à l'intérieur de l'URSS.

Les bellicistes antisoviétiques ont vu depuis des années dans la question des nationalités le talon d'Achille de l'URSS. Ils rêvent d'une majorité non russe se soulevant contre « le joug impérial soviétique ». Mais les manifestations en Arménie n'étaient ni antirusse ni antisoviétiques. Ainsi, beaucoup de manifestants portaient des portraits de Gorbatchev et des pancartes où l'on pouvait lire : « Karabakh est un test pour la perestroïka. » Même le chef de l'Eglise arménienne, le catholicos Vasken I<sup>er</sup>, déclarait : « Notre peuple et nous tous sommes toujours fidèles à la fraternité des nationalités de l'Union soviétique et sur la base de l'amitié inébranlable, historiquement prouvée à l'égard du peuple russe » (le Monde, 1<sup>er</sup> mars).

Israël-Palestine, Liban, Chypre, Sri-Lanka, Irlande du Nord, Pays basque espagnol — la bourgeoisie n'a pas de solution au conflit national autre que la domination sanglante par le pouvoir le plus fort. Comme avec l'Alsace-Lorraine et la Serbie pour la Première Guerre mondiale, les revendications nationales sont utilisées comme prétexte cynique à la boucherie impérialiste. Déjà à la naissance de l'Etat soviétique les deux coalitions impérialistes belligérantes avaient cherché à affaiblir la révolution d'Octobre en provoquant des guerres fratricides dans le Caucase.

Mais la révolution prolétarienne dirigée par Lénine et Trotsky a brisé les barreaux de la prison des peuples tsariste. Elle a ouvert la perspective, pour la première fois, d'un développement national harmonieux sur la base d'une réelle égalité. Constituée de quinze républiques nationales et de nombreuses régions autonomes, avec plus de cent langues reconnues officiellement, l'URSS, née d'une révolution ouvrière, est unique parmi les Etats



Der Spiegel

Gorbachev à Riga, Lettonie, en 1987

modernes, internationaliste dans ses fondements mêmes.

Par la suite, la révolution a été bureaucratiquement déformée sous Staline. Les formes de l'internationalisme léniniste ont été préservées, mais elles sont corrompues par le nationalisme. Cela s'exprime à l'extérieur par le dogme stalinien du «socialisme dans un seul pays» et à l'intérieur par une bureaucratie imbue de chauvinisme grand-russe qui règne sur les nationalités minoritaires. Les rivalités ethniques ont été occultées, mais dès que la chape de plomb a été quelque peu levée, les antagonismes nationaux ont refait surface.

La question nationale est extrêmement complexe en URSS : les Tatars de Crimée cherchent à retourner dans leur foyer d'où Staline les a chassés ; les nationalistes arméniens veulent récupérer une région ; les nationalistes baltes rêvent des républiques bourgeoises de l'entre-deux-guerres. Et en arrière-plan on voit se relever la tête hideuse du fascisme grand-russe (cf. «Pamiat : des fascistes russes relèvent la tête», le Bolchévik n°76, septembre 1987). Comme nous l'avons écrit dans l'article «Retour à la voie de Lénine et Trotsky» (le Bolchévik n°80) : «Tant que la révolution politique ne restaurera pas l'internationalisme léniniste au Kremlin, la question des nationalités restera une bombe à retardement.» La bombe vient d'exploser dans le Caucase.

**LES HAINES NATIONALES AU CAUCASE**

Les montagnes caucasiennes escarpées, où chaque vallée parle un dialecte différent, sont un patchwork d'une dizaine de nationalités entremêlées. Pendant des siècles, le Caucase fut synonyme de ven-

Les premiers massacres d'Arméniens dans l'empire ottoman des années 1890 les ont poussés à chercher du côté de la Russie tsariste, une puissance chrétienne orthodoxe, une protection contre les Turcs. Lors de la Première Guerre mon-

la fiction de l'autonomie nationale se transforme entre les mains de la bourgeoisie en une arme dirigée contre la révolution du prolétariat, nous n'avons aucune raison de nous comporter à son égard autrement qu'envers tous les autres principes

Pourtant, les événements récents ont montré que le nationalisme arménien n'est pas seulement tourné contre la Turquie, comme les chefs du Kremlin l'aimeraient.

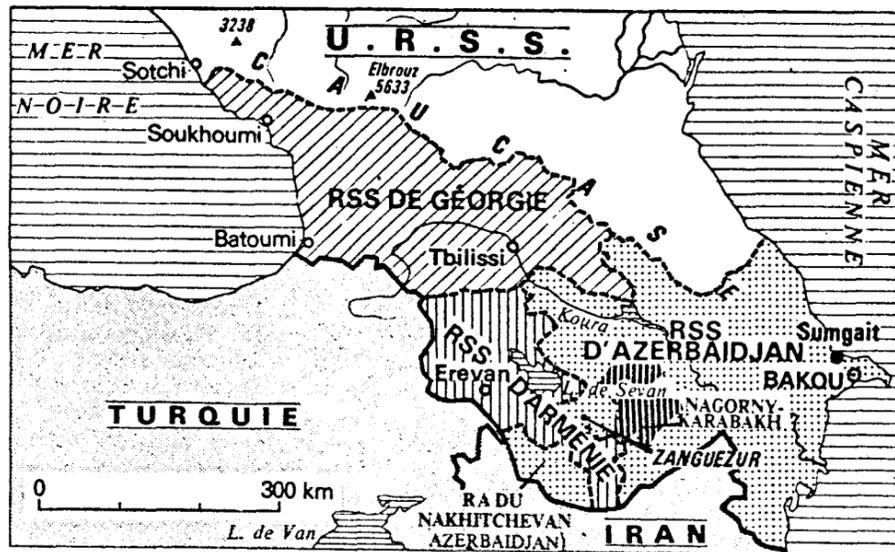
**LA PERESTROIKA ALIMENTE LE NATIONALISME ARMÉNIEN**

Sur bien des aspects, l'Arménie témoigne d'une réussite de la politique soviétique en matière de nationalités. C'est une région prospère et un des centres de recherche scientifique et d'industrie de haute technologie en URSS. L'élite bureaucratique locale est de façon homogène arménienne. La vie intellectuelle y est active. C'est la république soviétique où la langue nationale non russe y est la plus répandue. Il y a vingt ans, une nationaliste modérée vivant à l'Ouest, Mary Matossian, écrivait : «Bien que leurs institutions politiques, économiques et éducatives aient été formées dans le moule soviétique, les Arméniens ont utilisé ces institutions pour produire des richesses, découvrir la vérité et créer la beauté, ce qui est tout à leur crédit» (Ethnic Minorities in the Soviet Union, 1965). Pourquoi donc assiste-t-on à des mobilisations nationalistes de masse dans cette république caucasienne favorisée ?

Ce qui est le plus frappant dans les récents événements, c'est le décalage entre l'ampleur des protestations et de la violence communautaire et l'objectif déclaré : le statut d'une région montagneuse de 150 000 habitants. Après tout, le Caucase soviétique n'est pas l'Irlande du Nord ou le Liban ; il n'y a pas d'histoire récente de conflits nationaux ou d'une spirale d'atrocités communautaires. Le dernier conflit sérieux entre Arméniens et Azerbaïdjanais remonte à presque 70 ans. Mary Matossian, dans son ouvrage majeur *The Impact of Soviet Policies on Armenia* (1962), ne mentionne pas une seule fois le Nagorny-Karabakh.

Les causes sont à chercher plus loin. Les manifestations n'étaient pas spontanées, pas plus qu'elles n'étaient dirigées par les groupements nationalistes semi-clandestins. Les principaux porte-parole du mouvement sont des intellectuels arméniens éminents, tels que la poétesse Silva Kaputikyan et Zori Balayan, le correspondant de *Literatournaïa Gazeta*, qui ont eu une entrevue amicale avec Gorbatchev.

Suite page 10



Les républiques soviétiques du Caucase

Le Monde

diale, le parti nationaliste arménien Dachnak a organisé des régiments de volontaires pour se battre avec l'empire tsariste contre la Turquie. Le régime des Jeunes Turcs a réagi en expulsant toute la population arménienne d'Asie mineure (l'Anatolie). Plus d'un million périrent — plus de la moitié des Arméniens de l'empire ottoman.

Les survivants s'enfuirent dans le Caucase russe. Le massacre de 1915 envenima les rapports déjà tendus entre les Arméniens et leurs voisins azéris dont les sympathies allaient généralement vers la Turquie pendant la guerre. Sous l'impact des révolutions de Février et d'Octobre 1917, l'empire russe se désintégra. Avec l'installation de républiques bourgeoises aux frontières-sud sous la protection de l'Allemagne, de la Turquie et plus tard de la Grande-Bretagne, le Caucase vécut des conflits nationaux.

Dans les conditions anarchiques de la guerre civile, l'Arménie fut, un court temps, indépendante sous la direction des nationalistes du Dachnak qui collaboraient étroitement avec le général blanc Denikine. Durant sa courte existence, l'Arménie indépendante sombra dans des massacres intercommunautaires, mena un conflit frontalier avec la Géorgie et lança une guerre irrédentiste suicidaire contre la Turquie. Quand les forces de Kemal Atatürk marchèrent sur Erevan à la fin de 1920, les dachnaks, pour échapper à l'écrasement, négocièrent un accord qui incorporait de facto l'Arménie dans l'Etat soviétique.

Du milieu de l'année 1918 jusqu'au début de 1921, il y eut une république géorgienne dirigée par le menchévik Jordania et soutenue d'abord par l'Allemagne puis par la Grande-Bretagne. Pendant que la Deuxième Internationale bavardait sur la «Géorgie démocratique», ses protecteurs étaient, eux, principalement intéressés par le pétrole de Bakou et le manganèse caucasien, et le gouvernement menchévique s'empressa de chasser les Arméniens de la capitale géorgienne Tiflis. En février 1921, les communistes locaux se soulevèrent et l'Armée rouge enleva Tiflis en moins de dix jours. En réponse au tollé social-démocrate, Trotsky, le chef de l'Armée rouge répondit : «Non seulement nous reconnaissons, mais nous soutenons de toutes nos forces le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes là où il est dirigé contre les Etats féodaux, capitalistes, impérialistes. Mais, là où

de la démocratie transformés en leur contraire par le Capital» (Entre l'impérialisme et la révolution).

Durant les années 20, la paix nationale et la rapide croissance économique renforcèrent en Arménie le pouvoir soviétique qui y jouissait d'un réel soutien populaire. Les jeunes ouvriers et étudiants arméniens affluèrent dans le parti communiste. Cependant, dans les années 30, la collectivisation forcée de l'agriculture par Staline, la russification forcée et la terreur qui fit d'innombrables victimes, dont de nombreux communistes arméniens respectés, provoquèrent une résurgence du nationalisme arménien. Les intellectuels ont été travaillés par l'histoire de l'Arménie, une préoccupation qui traverse toute la société. Et c'est une histoire de grandes souffrances.

Durant la Guerre froide, le Kremlin a encouragé dans une certaine mesure le nationalisme arménien, en cherchant à le diriger contre la Turquie, un Etat membre de l'OTAN. On a baptisé les nouveaux villages et villes de l'Arménie soviétique du nom des terres arméniennes ancestrales d'Anatolie. Les propagandistes occidentaux ont même accusé Moscou de financer le terrorisme revanchard arménien contre la Turquie. Comme si, en cette manière, les Arméniens avaient besoin d'un encouragement !



Der Spiegel

**Karen Demirchian, dirigeant du PC arménien**

dettas et de massacres ethniques. Les Azeris turcophones, traditionnellement musulmans chiites, et les Arméniens, traditionnellement chrétiens, ont une histoire d'inimitiés sanglantes. De leur côté, les Géorgiens ont pendant longtemps cherché à dominer la région. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le tsar a superficiellement étouffé sous le knout les rivalités nationales. Mais en 1905 des pogroms antiarméniens ont éclaté en Azerbaïdjan.

Entourés de tous côtés par des peuples hostiles, les Arméniens ont pu être appelés les Juifs du Caucase. De toutes les nationalités de la région, ils ont été traditionnellement parmi les plus prorusses et les plus prosoviétiques. Pour les nationalistes arméniens, l'ennemi mortel c'est la Turquie pas la Russie.

Plus d'un million d'Arméniens périrent dans le massacre de 1915 perpétré par l'Etat turc.



Der Spiegel

## Arménie...

Suite de la page 9

Martin Walker, journaliste en poste à Moscou pour le *Guardian*, a noté que les diplomates de l'OTAN pensaient que « des manifestations ne continuent pas en URSS sur une période de plusieurs jours sans un accord tacite de la direction du parti local ».

L'impulsion est venue du puissant appareil stalinien local. Quand le Kremlin a rejeté la requête demandant le rattachement du Nagorny-Karabakh, la bureaucratie locale a défié publiquement Moscou en imprimant sa résolution dans le journal régional. Les manifestations se sont rapidement propagées à Erevan avec la connivence du dirigeant du PC arménien Karen Demirchian, qui subit les attaques de Gorbatchev depuis 18 mois. Quand le secrétaire général du PCUS a appelé au calme, le parti l'a bravé en demandant une commission pour discuter du futur du Karabakh.

Pourquoi les bureaucrates arméniens ont-ils avancé leurs revendications nationales avec autant d'assurance ? Parce qu'ils croient que la politique gorbatchévienne va renforcer leurs positions et que les Arméniens sont les enfants chéris de la *perestroïka*. Dans une marche pour honorer les victimes arméniennes des émeutes de Soumgaït, on pouvait lire des pancartes disant : « Les pogroms de Soumgaït ont été perpétrés par les ennemis de la perestroïka. » Et l'architecte principal de la *perestroïka*, l'économiste arménien Abel Abenbegyan, a argumenté en faveur d'une commission gouvernementale qui recommanda le rattachement.

Dans le climat actuel qui gratifie la compétitivité économique et l'entreprise individuelle, les secteurs les plus développés de l'URSS sont encouragés à en tirer avantage. Non seulement l'Arménie est un centre de technologie avancée, mais ses trafiquants contrôlent tout un marché noir de petits capitalistes qui a été maintenant légalisé. Ainsi, la bureaucratie et l'intelligentsia arméniennes se poussent en avant aux dépens de l'Azerbaïdjan plus pauvre et plus arriéré culturellement. Un écrivain azeri, Vela-



V. V. Loboda

Lénine engagea la bataille, en 1922, contre Staline sur la question nationale.

gie, de l'Iran et de la Turquie» (*New York Times*, 11 mars).

Ce que nous commençons à voir dans le Caucase soviétique est le même mélange explosif de décentralisation économique et de nationalisme résurgent qui aujourd'hui menace de déchirer la Yougoslavie. Ce sont les bureaucraties stalinienne des régions les plus développées, la Slovanie et la Croatie, qui ont poussé en Yougoslavie pour toujours plus de décentralisation. Et cela a provoqué une réaction nationaliste violente parmi les Albanais appauvris. Les Albanais, traditionnellement musulmans, éprouvent du ressentiment à l'égard des Slaves plus riches et mieux éduqués, et particulièrement à l'égard des Serbes qui dominent politiquement.

Les bonzes d'Erevan exploitent à leurs propres fins la *glasnost* de Gorbatchev. Mais des centaines de milliers de gens ne manifestent pas jour après jour et les ouvriers ne se mettent pas en grève générale simplement parce que les autorités locales les y encouragent. (En fait, l'ampleur des protestations a surpris et même troublé les intellectuels nationalistes qui les dirigeaient. « Quand vous voyez des foules de 50 000 s'enfler et bientôt être 300 000, 500 000, 700 000,

niennes expriment leur volonté de contrôler la vie politique de leur pays. Durant quelques jours en février, elles ont eu un avant-goût du pouvoir social et la liberté d'exprimer leurs vues. Les événements d'Erevan ont montré que la moindre fissure à l'intérieur de la bureaucratie stalinienne peut créer une ouverture pour une lutte sociale explosive. Mais cela a aussi montré que les aspirations démocratiques, économiques et sociales des masses peuvent être fourvoyées dans un nationalisme suicidaire et potentiellement meurtrier.

### LE STALINISME NE PEUT PAS RESOUDRE LA QUESTION NATIONALE

Le nouveau programme du PCUS, adopté en 1986, déclarait dans un aveuglement classique de la bureaucratie : « La question nationale héritée du passé a été résolue avec succès en Union soviétique. » On est loin ! Par contre, à l'Ouest, les cercles de réflexion anticommunistes, habituellement financés par la CIA, voient dans la question des nationalités la principale chance de détruire l'URSS de l'intérieur.

Les idéologues de guerre froide appellent particulièrement de leurs vœux une *djihad* islamique en Asie centrale soviétique. Deux kremlinologues français, Alexandre Bennigsen et Marie Broxup, affirmaient que depuis la guerre le développement démographique en URSS est une course entre les musulmans et les Slaves, et que les Slaves perdent du terrain régulièrement. Un récent roman de Tom Clancy, un favori du Pentagone, *Red Storm Rising*, commence par une scène où un ouvrier du pétrole, fanatique musulman, fait sauter une importante raffinerie.

L'idée que tous les peuples non russes sont prêts à se révolter contre Moscou est un fantasme impérialiste. D'abord, leur nationalisme est bien souvent dirigé contre un autre nationalisme. Les Arméniens et les Azerbaïdjanais ne sont pas un cas unique. Le nationalisme ukrainien est violemment antisémite, et les Juifs soviétiques, y compris les plus ardents sionistes d'entre eux, ne sont pas prêts de soutenir le séparatisme ukrainien. Les relations entre les divers peuples d'Asie centrale soviétique, soi-disant islamiques, ne sont pas si fraternelles que ça. Au cours de la guerre civile de 1918-21, les Bachkirs, à l'époque peuple semi-nomade, ont mené une guerre sauvage contre les paysans tatars qui convoitaient leurs terres.



Der Spiegel

Belgrade — Manifestation anti-albanaise de chauvins serbes. Le « socialisme de marché » exacerbe les divisions régionales et nationales.

yat Kuliyevev, faisait observer : « Dernièrement les nationalistes arméniens, y compris certaines personnes particulièrement influentes, ont recommencé à parler de la Grande Arménie. Et ce n'est pas seulement l'Azerbaïdjan. Ils veulent annexer des morceaux de la Géor-

c'est effrayant », s'exclamait l'un d'eux. On ne peut non plus expliquer la force d'un mouvement de protestation par un simple élan de sympathie à l'égard de leurs frères à Karabakh.

Au-delà de la question du Nagorny-Karabakh, les masses armé-

Nous disons « soi-disant islamiques » parce que ces peuples ont été fondamentalement laïcisés. A Tachkent et Alma-Ata, il n'y a pratiquement aucune femme voilée et relativement peu de fidèles, la plupart d'entre eux étant âgés. Dans un récent article du *New York Times* du 12 février sur l'Asie centrale soviétique, on peut lire : « Les signes de la ferveur religieuse sont rares, spécialement dans les villes, où les jeunes gens semblent plus enclins à se réunir dans les salles vidéo et les discothèques que dans les mosquées. Parmi les hommes qui se rendent dans la journée à la prière dans les mosquées de Shauz et Douchanbé, la capitale du Tadjikistan, l'âge moyen semble être au-dessus de 50 ans. »

Il est néanmoins vrai que les conflits nationaux-ethniques peuvent être un danger mortel pour l'Etat soviétique aujourd'hui tel qu'il est constitué et tel qu'il est bureaucratiquement dirigé. Le nationalisme stalinien peut provoquer une cassure dans la caste bureaucratique selon des lignes nationales-ethniques comme en Yougoslavie. Cela a été manifeste dans le cas de la dernière explosion nationaliste au Kazakhstan en décembre 1986. Quand Moscou a évincé le vieux chef du parti local, Dinmuhamed Kounaev, et l'a remplacé par un Russe, des milliers d'étudiants kazakhs en colère ont envahi les rues d'Alma-Ata. Deux manifestants ont été tués par la police.

Des frictions nationalistes au sommet de l'oligarchie bureaucratique peuvent provoquer des troubles nationalistes de masse à la base de la société soviétique. Et les impérialistes veulent exploiter ces antagonismes nationaux pour aboutir à la désintégration de l'URSS. Quelles que soient les bonnes ou les mauvaises raisons dans chaque cas, la responsabilité fondamentale pour les conflits nationalistes en URSS repose sur la bureaucratie à prédominance grand-russe, modelée par le russificateur Joseph Staline.

C'est à propos de la question nationale, et de plus à propos du Caucase, que Lénine a rompu avec Staline à la fin de 1922. Quand Staline a cherché à forcer les républiques géorgienne, azerbaïdjanaise et arménienne dans une fédération transcaucasienne, Lénine l'a accusé d'avoir lancé une « campagne foncièrement nationaliste grand-russe » et ajoutait : « Ce serait un opportunisme impardonnable si, à la veille de cette intervention de l'Orient et au début de son réveil, nous ruinions à ses yeux notre autorité par la moindre brutalité ou injustice à l'égard de nos propres allogènes » (« La question des nationalités ou de l'autonomie », *Oeuvres*, tome 36). Lénine était particulièrement furieux que le lieutenant de Staline, Ordjonikidzé, ait physiquement attaqué le dirigeant communiste géorgien Mdivani. Il proposa que Staline soit révoqué de son poste de secrétaire général et qu'Ordjonikidzé soit exclu du parti pendant au moins deux ans.

La soi-disant affaire géorgienne n'était pas un simple épisode dans les débats de la direction bolchévique. C'était la première bataille contre la dégénérescence bureaucratique de la Révolution russe. La campagne de Staline pour un appareil unique dominé par Moscou, que Lénine comparait aux vieilles conceptions tsaristes de la Russie « une et indivisible », préfigurait la doctrine du « socialisme dans un seul pays » proclamée après la mort de Lénine en 1924. S'appuyant sur le programme de l'internationalisme prolétarien, Lénine défendit de fa-

çon intransigeante le droit des minorités nationales dans l'Etat soviétique. A demi-paralysé, Lénine se tourna vers Trotsky, son allié principal dans ce dernier combat.

Lénine voyait ses notes sur la question géorgienne comme une « bombe », selon ses propres mots, qui devait détruire politiquement Staline au XII<sup>e</sup> congrès du parti en avril 1923. Il a expressément mis en garde Trotsky contre un compromis pourri avec le rusé secrétaire général. Mais, début mars, Lénine tomba victime d'une autre attaque qui le laissa paralysé et incapable de parler jusqu'à sa mort, quelque dix mois plus tard. Trotsky, trop préoccupé par l'unité de la direction du parti, n'engagea pas la bataille contre Staline à ce moment critique. Staline accepta la position de Lénine et Trotsky sur la question nationale pourvu qu'il maintienne sa position dans l'appareil.

La bataille de Lénine contre Staline sur la question nationale commença, à l'origine, à propos du

sidérons encore moins comme intouchables les frontières nationales intérieures à l'URSS, frontières que la bureaucratie du Kremlin a tracées arbitrairement. Le Nagorny-Karabakh a été séparé de l'Arménie en 1923 par Staline, alors Commissaire du peuple aux nationalités. A l'époque, Staline s'acharnait à imposer une fédération transcaucasienne en piétinant les prérogatives des communistes locaux.

**POUR LE RETOUR A LA VOIE DE LENINE ET TROTSKY !**

Les frontières des différentes républiques et régions autonomes doivent être ajustées en fonction des changements démographiques et de la volonté des peuples concernés. Puisqu'une majorité des habitants du Nagorny-Karabakh veulent le rattachement à la république d'Arménie, ceci est leur droit démocratique. Le Kremlin refuse catégoriquement, par avance, tout changement des statuts de cette région. Ce refus a exacerbé le nationalisme arménien, et il est en fin de compte responsable des manifestations d'Erevan et des émeutes anti-Armeniens sanglantes de Soumgaït.

Gorbatchev essaie de faire porter la responsabilité pour la crise arménienne à ses prédécesseurs. Comme d'habitude, tout ce qui ne va pas en Union soviétique est de la faute à Léonide Brejnev qui, là où il est, n'est pas en mesure de protester. A la mi-mars, au cours d'une visite en Yougoslavie, Gorbatchev déclarait que les problèmes du Caucase avaient été « négligés pendant longtemps » et qu'ils « échappaient à la direction du parti ». Mais cet alibi ne tiendra pas. Il est clair pour tout le monde que l'agitation en Arménie et en Azerbaïdjan est directement liée à la politique de Gorbatchev, avec sa mixture explosive et contradictoire de décentralisation économique et de libéralisation politique.

En fait, l'effervescence nationaliste des masses et la violence intercommunautaire dans le Caucase représentent la crise la plus importante à laquelle le régime Gorbatchev a été confronté jusqu'à présent. L'hebdomadaire *Business Week* du 28 mars écrit : « Le danger pour Gorbatchev n'est pas une tentative sérieuse de sécession d'une des républiques soviétiques, mais le risque que l'agitation nationaliste puisse provoquer une réaction politique contre ses réformes. » Les éléments conservateurs à l'intérieur de la bureaucratie vont exploiter la crise

Etudiants de la république soviétique autonome de Kalmoukie, dans les steppes méridionales, au nord de la Géorgie



d'Arménie pour pousser à la répression de toute contestation politique et manifestation populaire. Mais il ne sera pas facile de refermer le couvercle et de revenir à l'atmosphère d'Etat-policier et d'autosatisfaction de la fin des années Brejnev.

Aujourd'hui la *Pravda* (21 mars) appelle à « forger une approche de classe » de la question des nationalités et à éduquer les travailleurs dans l'esprit de l'« internationalisme socialiste ». Pour cela, il ne suffit pas de fustiger l'égoïsme national des bureaucrates azerbaïdjanais et arméniens. Si la direction soviétique avait suivi une politique authentiquement internationaliste, la population azéris se serait préoccupée d'encourager la révolution socialiste chez ses frères d'Iran, qui ont subi la dictature d'abord du Shah sanguinaire puis des mollahs chauvins grand-perses. L'Asie centrale soviétique aurait été mobilisée dans un effort gigantesque pour étendre les acquis de la révolution d'Octobre à l'Afghanistan.

Au lieu de cela le Kremlin a cherché à se concilier les bonnes grâces de Khomeiny, et après avoir combattu sans conviction les moudjahidins islamiques soutenus par la CIA, Gorbatchev est maintenant en train de se retirer d'Afghanistan, préparant le terrain pour un massacre. Ce n'est donc pas par hasard que, après des décennies d'anti-internationalisme stalinien, les nationalités non russes se retrouvent empêtrées dans des querelles locales. Malgré la critique souvent cinglante que Gorbatchev fait de la stagnation économique et de la corruption effrénée du pays, et malgré l'espoir d'une vie meilleure et plus libre qu'il a réveillé

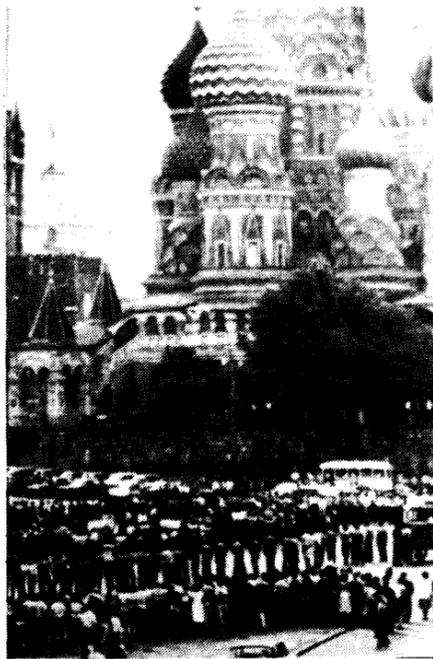
parmi les ouvriers, les fermiers et les intellectuels soviétiques, le stalinisme libéral ne peut pas satisfaire ces aspirations démocratiques et socialistes.

Il est nécessaire de retourner à la voie de Lénine et de Trotsky, de chasser les parasites bureaucratiques du Kremlin et de restaurer la démocratie soviétique. Le pouvoir de diriger la société, usurpé par Staline et ses successeurs, doit être rendu au peuple travailleur par une révolution politique prolétarienne.

Stepanakert, la capitale du Nagorny-Karabakh — l'épicentre de la récente et sanglante agitation nationaliste — a été nommée ainsi en l'honneur de Stepan Chaoumian, un bolchévik arménien qui était un des plus proches compagnons d'armes de Lénine. Chaoumian était en 1918 le président du soviet de Bakou, alors le centre du pouvoir bolchévique dans le Caucase qui était basé sur les ouvriers du pétrole arméniens, azéris et géorgiens. Le soviet de Bakou fut renversé par un corps expéditionnaire britannique allié aux nationalistes arméniens et géorgiens, tandis que les nationalistes azéris appuyaient de l'extérieur une attaque des Turcs contre la ville.

Trotsky a dédié son livre *Entre l'impérialisme et la révolution* à Chaoumian et à ses 25 camarades qui furent exécutés par les Britanniques. Parmi eux, le communiste azerbaïdjanais Meshadi Azizbekov, le Géorgien Alexis Djaparidzé et le Russe Ivan Fioletov. C'est seulement quand seront restaurées en Union soviétique les traditions internationalistes du bolchévisme incarnées par le soviet de Bakou et par ses dirigeants martyrs que la question nationale pourra trouver une solution juste et égalitaire.

-Traduit de Workers Vanguard n° 450



Moscou, juillet 1987 — Manifestation de Tatars, expulsés de Crimée par Staline

projet de constitution pour l'URSS. Lénine pensait que l'« union » était prématurée, sauf pour les affaires militaires et diplomatiques. La constitution de fondation de l'URSS, bien qu'adoptée en 1924 au moment où Staline était déjà en train d'affirmer son ascendant, accordait quand même formellement aux républiques une large autonomie interne et un traitement égal dans les instances supérieures de l'Etat. De plus, la constitution déclarait que « chacune des républiques membres conserve le droit de se retirer librement de l'union ».

De telles garanties constitutionnelles n'ont bien sûr pas empêché Staline de plus tard piétiner tous les droits nationaux, d'expulser des peuples entiers de leurs terres ancestrales et d'exterminer les directions communistes de pratiquement toutes les républiques soviétiques. L'ère post-Staline a vu la disparition de la terreur massive et la restauration d'une certaine autonomie nationale à l'intérieur des républiques. Pourtant, dans le cadre de l'Etat ouvrier soviétique bureaucratiquement dégénéré d'aujourd'hui, il n'y a aucun moyen démocratique pour résoudre les aspirations, les revendications et les conflits nationaux.

Excepté quand il sert de couverture pour la contre-révolution capitaliste, nous soutenons le droit à l'autodétermination nationale pour les différents peuples d'Union soviétique, c'est-à-dire leur droit à former un Etat séparé. Nous con-



Bulletin n° 52-53, octobre 1936  
Titre : « Les procès de Moscou — procès contre Octobre »  
Légende : « Les véritables accusés »

**Bulletin de l'Opposition**  
(bolchévique-léniniste)

La collection complète du *Bulletin de l'Opposition* est une source documentaire directe de l'histoire de la lutte des bolchéviks-léninistes. Cette collection commence en 1929 avec l'exil de Léon Trotsky hors d'Union soviétique et va jusqu'au mois d'août 1941.

Répondant aux questions programmatiques urgentes pour les révolutionnaires face à la Deuxième Guerre mondiale — la montée de Hitler au pouvoir, le Front populaire, la défense de l'Union soviétique — le *Bulletin*, rédigé par Trotsky, est l'organe qu'il a le plus fortement et directement influencé durant cette période.

L'éditeur déclare dans le premier numéro : « L'objectif immédiat de cette publication est de servir la lutte pratique dans la République soviétique pour la cause de Marx et Lénine. » Le dernier numéro lance un appel « Pour la défense de l'URSS ».

Lisez la véritable histoire de la lutte trotskyste pour la défense militaire soviétique, la démocratie des soviets et la révolution prolétarienne internationale !

En russe : Volume I (1929-1930), Volume II (1931-1933), Volume III (1934-1937), Volume IV (1938-1941) — Monad Press, éditeur

Prix : \$180 (collection complète en quatre volumes, port inclus)

Pour toute commande, écrivez à : Spartacist, Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA.

## Mitterrand...

Suite de la page 2

rôle historique du fascisme.

Certes, les cercles dirigeants de la bourgeoisie n'envisagent pas pour le moment sérieusement de confier les rênes de l'Etat à Le Pen: pour commencer, ses sections d'assaut sont encore au stade embryonnaire, et de toute façon cela signifierait échanger la démocratie parlementaire pour les dangers et les ravages d'une guerre civile. En temps normal, la bourgeoisie préfère toujours, pour gérer son Etat et ses affaires, avoir recours à ses propres politiciens et à ses propres partis (qui sont aujourd'hui ceux de la droite parlementaire). C'est en cela que la démocratie parlementaire représente le régime préféré de la bourgeoisie. Mais dans ce pays, ce régime idéal présente un inconvénient fâcheux: il est menacé par une classe ouvrière combative dont les révoltes explosives ont fait de la France de l'après-guerre le plus instable des grands pays capitalistes. Trois dates, 1944, 1958, 1968: en moins de 30 ans, deux crises prérévolutionnaires, deux changements violents de régime dont une guerre civile et un coup d'Etat militaire!

En 1958, la bourgeoisie crut avoir trouvé dans le coup d'Etat bonapartiste de De Gaulle une solution à une terrible crise sociale nourrie et précipitée par les guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie. La pusillanimité et les trahisons des directions ouvrières



AFP

Le front populaire de Mitterrand a pavé la voie aux fascistes. A droite, les nervis de Le Pen ratonnent à Marseille le 4 avril 1987.

Chirac puis Giscard-Barre à faire passer les mesures d'austérité que réclamaient à cor et à cris les capitalistes, pour que ceux-ci se décident à laisser Mitterrand et Marchais se charger de ce «sale boulot». Et cinq ans plus tard, quand elle jugea les ouvriers suffisamment démoralisés et brisés, la bourgeoisie put remercier sans ménagements ses laquais réformistes et reprendre directement les affaires en main. Remportant les élections d'une courte tête, la chiraquie se rua au gouvernement avec un programme de revanche sociale tous azimuts (et bien décidée à restaurer dans les plus brefs délais l'«Etat-UDR» pompidolien de l'après 68).

lutte pour un gouvernement ouvrier qui expropriera la bourgeoisie et entreprendra la reconstruction socialiste de la France dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe.

### SOCIALISME OU DECHEANCE

Car la bourgeoisie a conduit ce pays à la ruine. Il y a presque 150 ans, le *Manifeste communiste* expliquait déjà que «les rapports bourgeois sont devenus trop étroits pour contenir les richesses qu'ils ont créées». Résultat: les crises cycliques qui détruisent périodiquement les forces productives. Depuis le début des années 80, la production industrielle française stagne — elle est aujourd'hui inférieure à son niveau de 1979 et la «croissance économique» qu'exhibent fièrement les ministres de l'économie est due uniquement à l'expansion de «services» plus ou moins parasitaires. Les gouvernements Mitterrand successifs ont organisé la destruction de secteurs industriels entiers, comme la sidérurgie, provoquant la ruine de régions entières. Confrontés à un marché intérieur et international en plein marasme, les patrons ont augmenté leurs profits en licenciant massivement et en réduisant au maximum les investissements productifs. Depuis 1983, une entreprise comme la Régie Renault a ainsi réduit ses effectifs d'un quart, et rien qu'en 1987 l'industrie a supprimé 100 000 emplois.

Malgré les stades bidon et les manipulations statistiques en tous genres, on recense officiellement deux millions et demi de chômeurs, plus de 10 % de la population active. Parmi eux, plus d'un million sont en «fin de droits», c'est-à-dire reçoivent moins de 2 000 francs par mois, et plus de 800 000 sont sans aucun revenu. Et avec 200 000 jeunes soumis à la surexploitation des TUC, le nouveau SMIC des moins de 25 ans est fixé de fait à 2 000 francs.

C'est l'existence et l'intégrité physique de la classe ouvrière qui sont aujourd'hui immolés sur l'autel du profit capitaliste. Nous savons que dans cette société d'exploitation le droit au travail est le seul droit sérieux qui reste à l'ouvrier. Pour défendre ce droit élémentaire, il n'y a qu'une seule solution: la répartition du travail entre toutes les mains ouvrières, et la détermination sur cette base de la longueur de la journée de travail; et ce, sans perte de salaire. Et le salaire, avec un minimum assuré, doit suivre l'évolution des prix. C'est l'échelle mobile des salaires et l'échelle mobile des heures de travail. Les syndicats doivent mettre ces mots d'ordre au centre de leur agitation et de leur action, leurs

luttes, et mobiliser sur cette base la masse des sans travail!

Seule une économie véritablement planifiée permettra de satisfaire les besoins sociaux et d'assurer des conditions d'existence décentes pour tous. Tous les «plans» des réformistes pour améliorer les choses dans le cadre du capitalisme français banqueroutier ne sont que tromperie et charlatanisme.

Ainsi, au nom des «nouveaux critères de gestion» et de «Produisons français», les dirigeants du PCF enchaînent les ouvriers de ce pays à la défense des parts du marché et des intérêts de «leurs» trusts contre leurs frères de classe étrangers, préconisant des mesures protectionnistes qui, si elles étaient effectivement appliquées, provoqueraient une guerre commerciale féroce et une baisse brutale du niveau de vie des travailleurs français, dans le cadre misérable d'une France capitaliste autarcique. Réactionnaire et utopique, le nationalisme économique attise le chauvinisme et apporte de l'eau au moulin des fascistes. Nous, trotskystes, disons que la seule solution vraiment réaliste est une planification socialiste, rationnelle et internationale.

Mais cela signifie arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie, qui ne se laissera pas faire. Pour accomplir cette tâche historique, il faut au prolétariat un instrument adapté: un parti révolutionnaire d'avant-garde, section d'une Quatrième Internationale reforgee, un état-major de la révolution qui regroupera sous son drapeau, derrière le programme léniniste-trotskyiste qui est le marxisme de notre temps, de véritables communistes.



Le Bolchévik

Chausson-Gennevilliers en grève — Les ouvriers font la preuve de leur détermination. Il leur manque une direction révolutionnaire.

réformistes permirent alors à De Gaulle de se poser en arbitre entre la classe capitaliste et une classe ouvrière désorientée et paralysée, mais «le général» ne put jamais véritablement mettre au pas les travailleurs, et ce précaire équilibre bonapartiste devait voler en éclats en Mai 68, qui avait été précédé par la grève des mineurs de 1963 et les actions contre les ordonnances de 1967.

Pour conjurer la menace ouvrière qui resurgissait, toujours plus terrible, la bourgeoisie dut alors recourir à un front populaire — l'«Union de la gauche» finalement mise sur pied en 1972. L'encre de l'accord PS-PCF-MRG était à peine sèche que le nouveau front populaire commençait déjà à servir aux directions réformistes pour casser les luttes ouvrières au nom de la perspective de la «victoire» électorale de Mitterrand. Mais il fallut attendre 1981, et l'impuissance manifeste des gouvernements Giscard-

Malheureusement pour elle, la droite revancharde s'est vite rendu compte que la combativité de la classe ouvrière n'avait pas été brisée de façon décisive. Au cours de l'hiver 86-87, les provocations et l'arrogance du gouvernement déclenchèrent une tourmente sociale qui fut à deux doigts d'emporter la chiraquie et lui imposa une reculade en désordre sur tous les fronts. C'est ce qui explique que deux ans à peine après sa défaite électorale de 86, Mitterrand peut proposer à la bourgeoisie le «recours» d'un nouveau front populaire, élargi cette fois à une partie de la droite, pour garantir la «paix sociale» — autrement dit la poursuite des attaques antiouvrières et anti-immigrées. Ce front populaire «recentré» annonce encore plus cyniquement la couleur que son prédécesseur. La classe ouvrière doit absolument briser ce cycle infernal front populaire-réaction en engageant résolument la lutte pour le pouvoir, la

**SPARTACIST**

70th Anniversary of Russian Revolution

**Return to the Road of Lenin and Trotsky!**

PAGE 4

Where Is Gorbachev's Russia Going?

PAGE 20

The Poland of Luxemburg vs. the Poland of Pilsudski  
Memoirs of a Revolutionary Jewish Worker  
A REVIEW... PAGE 53

«Spartacist» éd. anglaise n° 41-42  
9 F port inclus  
Ecrire au Bolchévik, BP 135-10,  
75463 Paris Cedex 10

# Manifestations antinazies en Allemagne

Le 13 février, à Berlin-Ouest, une manifestation a réuni 800 personnes pour se rendre sur les lieux où devait se dérouler un rassemblement fasciste. Cette manifestation avait été appelée par le conseil étudiant de l'Université libre, la Liste alternative, l'Association des victimes du régime nazi (VVN, fondée par des membres du parti communiste, survivants des camps de concentration de Hitler) et par les Autonomes anarchistes. Y participaient également le SEW (le groupe de Berlin-Ouest affilié au Parti communiste est-allemand), le Kommunistischer Bund (KB) et un cortège de nos camarades de la Troztkistische Liga Deutschlands (TLD).

La manifestation était appelée en riposte à un rassemblement organisé en commun par les sinistres chemises brunes du groupe Republikaner, une scission d'extrême droite de la CSU bavoise de Franz Josef Strauss, et par les débris du parti nazi NPD (Parti national-démocrate allemand). L'émergence de ce groupe nazi survient dans un contexte d'attaques de fascistes en armes contre les camps mis en place

par le gouvernement Kohl pour les réfugiés demandeurs d'asile. Sans parler des attentats racistes au cocktail Molotov contre des quartiers immigrés.

Les tracts de la manifestation appelaient à « Stopper le rassemblement nazi », et les panneaux du SEW proclamaient « Nazis hors de Berlin-Ouest ». Cependant, la manifestation avait été soigneusement planifiée pour se terminer deux heures avant le rassemblement fasciste. En outre, une banderole du VVN demandait que le groupe Republikaner soit mis sur la liste des organisations interdites. A Berlin-Ouest, cet appel à un gouvernement bourgeois est adressé aux forces d'occupation des Alliés impérialistes, qui dans le passé ont interdit les communistes.

Le cortège trotskyste a défilé derrière ses propres banderoles, en front unique avec le VVN et le SEW. Sur les pancartes de la TLD: « Mobilisations ouvrières/immigrées de masse — Ecrasez les nazis ! », « Afghanistan: l'Armée rouge doit gagner ! », « L'Armée rouge a écrasé le régime nazi ! », « Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés ! » et « Stoppons la

terreur raciste contre les réfugiés ! » Les camarades de la TLD défilèrent au cris de « Enterrez Schönhuber à Bitburg ! » à l'adresse du führer Republikaner qui se vante de son passé d'officier SS.

A Hambourg une semaine plus tard, 400 personnes se sont mobilisées le 20 février dans le quartier de Wandsbek pour protéger un foyer de réfugiés politiques et d'immigrés du tiers-monde contre une attaque fasciste qui avait été annoncée. La presse de droite du groupe Springer à Hambourg a essayé de présenter ce bâtiment délabré, véritable camp de concentration pour gens en attente d'expulsion, comme un repaire de trafiquants de drogue. Les skinheads et un groupe néo-nazi ont tiré la conclusion de cette campagne de presse haineuse en appelant les fascistes de toute l'Allemagne du Nord à attaquer le foyer.

La contre-mobilisation antifasciste était appelée par une coalition similaire à celle de Berlin-Ouest, et notamment le VVN et le DKP (Parti communiste ouest-allemand). Le panneau de la TLD qui déclarait « L'Armée rouge



Spartakist

Le cortège de la TLD dans la manifestation antifasciste du 13 février à Berlin-Ouest

doit gagner en Afghanistan ! » déplut aux Verts, amis des mollahs, et, de la tribune, un orateur du KB incita les Autonomes présents dans la foule à attaquer ce panneau. Ces hooligans anticommunistes ne réussirent cependant qu'à déchirer des pancartes de la TLD appelant à défendre les immigrés ! Ces nervis s'étaient visiblement trompés de manifestation. Après cette attaque, plusieurs ouvriers turcs rejoignirent le cortège de la TLD et repartirent avec en poche *Spartakist*, l'organe de nos camarades allemands. — Adapté de Workers Vanguard n° 448



Paris, 29 mars — Déchaînement policier contre les JC anti-apartheid

## Pretoria...

Suite de la page 3

blanchi Pretoria, Pandraud mettant en cause « les règlements de comptes entre les fractions diverses des terroristes » (le Monde, 31 mars) — ce qui n'est rien d'autre que la version avancée par le ministre sud-africain des Affaires étrangères, « Pik » Botha ! Et, le soir même du crime, Pandraud s'est encore fait le complice des terroristes de l'apartheid en lançant ses hommes contre des jeunes manifestants, à l'appel des JC, devant l'Office du tourisme sud-africain et la résidence de l'ambassade d'Afrique du Sud. Les flics de Pasqua-Pandraud ont fait la preuve qu'ils ne détonneraient pas dans une township !

La France est une terre privilégiée pour l'assassinat des opposants aux régimes dictatoriaux. Nous pensons surtout à Henri Curiel, mais il y avait aussi Ben Barka, l'expulsion de Ben Bella, les Irlandais de

Vincennes et l'activité meurtrière du GAL contre les militants basques. Il y a juste un an, Ali Mecili, opposant en vue au régime algérien de Chadli, était abattu en plein Quartier latin.

Après avoir noté que « les liens entre le renseignement sud-africain et la DGSE française ne se sont pas relâchés », le Figaro du 30 mars concluait: « Entre agents de deux "puissances africaines" concernées par la pénétration communiste sur le continent, l'on se comprenait de mieux en mieux. » Effectivement, pour l'impérialisme français et pour les autres impérialismes occidentaux, l'Afrique du Sud reste, pour le contrôle des routes maritimes et pour ses minéraux stratégiques, un allié indispensable contre l'URSS. Et tous ont besoin de la « paix sociale » en Afrique, même si c'est la paix des cimetières !

Marchais dénonce la « complicité intolérable » des dirigeants français. Mais, contradictoirement, il demande que lesdits complices

« rompent immédiatement les relations diplomatiques, commerciales, culturelles et sportives avec les tyrans d'Afrique du Sud. L'honneur de la France est en jeu » (l'Humanité, 30 mars). Quel chauvinisme ! « L'honneur de la France », impérialiste, est dégoulinant du sang des centaines et des centaines de milliers d'Africains qu'elle a écrasés sous la botte coloniale ! Vouloir faire pression sur l'impérialisme pour qu'il combatte l'apartheid, c'est créer les pires illusions sur l'impérialisme. C'est endormir la vigilance du prolétariat envers son ennemi principal et c'est empêcher les nécessaires actions de solidarité de classe, internationalistes, avec nos frères et sœurs d'Afrique du Sud.

Tous les martyrs de la lutte pour la libération noire seront vengés quand le prolétariat noir sud-africain, fossoyeur de l'apartheid, instaurera un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs. Ecrasez l'apartheid ! Il faut construire un parti bolchévique, en Afrique du Sud et en France, pour diriger la révolution ouvrière !

## Vichy...

Suite de la page 7

est certaine: ce n'est pas du côté de la « justice » et de la police de la bourgeoisie que la classe ouvrière doit attendre une quelconque défense face aux commandos fascistes et autres milices patronales. La preuve ? Les criminels du 24 mars avaient été arrêtés par la police quelques jours auparavant armés d'un fusil à canon scié et d'autres instruments pas tout à fait inoffensifs. Ils furent relâchés parce que leur but n'était pas un hold-up, mais simplement... une agression contre un individu !

Face aux crimes racistes, aux ratonnades, aux agressions contre des militants ouvriers, aux attaques de piquets de grève, le prolétariat n'a d'autre choix que de s'engager dans la voie de la mobilisation pour assurer lui-même la défense de ses luttes pour écraser la vermine fasciste et les milices patronales.

Le doute, l'hésitation ne sont plus de mise. Demain, il risque d'être trop tard.



Abonnez-vous au journal de la Troztkistische Liga Deutschlands 30F pour 12 numéros (incluant *Spartacist*) Ecrire au Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

## 68-88

Suite de la page 4

racaille de Nanterre la semaine passée (cf. article page 5).

Dans ces meetings où les membres de l'UEC étaient étrangement silencieux, il n'y avait que la LTF pour tirer les leçons révolutionnaires de 68. Après une des interventions des camarades du Groupe spartaciste de Nanterre contre les vitupérations anticommunistes de Cohn Bendit, on entendait un fervent « Merci la LTF » émanant d'un syndiqué CGT de la fac.

Le PS a le culot de venir à l'université de Saint-Denis gloser sur Mai 68. Il a la prétention d'utiliser ce qui a été la dernière crise prérévolutionnaire dans ce pays pour appeler à un vote Mitterrand. Et pour ce faire, il exhibe un aréopage allant de Bernard Kouchner au renégat Henri Weber. Et à Nanterre c'est le bouffon médiatique Cohn Bendit qui va, lui, apporter de l'eau au moulin bourgeois et prétendre que 68 était une espèce de défouloir existentiel pour jeunes gens en mal de « communication ». Quel est le point commun de tous ces messieurs ? L'anticommunisme, l'antisoviétisme et le ralliement à la social-démocratie contre-révolutionnaire. Ils ont rejoint les rangs de ceux qui, avec le PCF, ont tout fait pour que l'immense mobilisation ouvrière de Mai ne débouche pas sur le renversement de l'Etat bourgeois.

Dans les premiers jours de Mai 68, les étudiants se lançaient dans



Gérard Aimé

Weber, à droite, dans la cour de la Sorbonne, le 3 mai 1968. Aujourd'hui, le courtisan de Fabius crache sur Mai 68.

la lutte contre les mesures réactionnaires de De Gaulle. Rapidement la répression policière allait soulever l'indignation des masses ouvrières qui s'engouffrèrent dans la brèche ouverte par la CGT avec la manifestation du 13 mai. Près de dix millions d'ouvriers se mirent en grève, occupèrent leurs usines. Depuis des années ces travailleurs piaffaient d'impatience et voulaient en découdre avec le régime du bonaparte honni. La grève générale posait la question du pouvoir. Les rues résonnaient du mot d'ordre « Dix ans ça suffit ! » La bourgeoisie prit peur. Le gouvernement, un moment paralysé, ne dut son salut qu'à la trahison des directions ouvrières. Comme le faisait remarquer le très réactionnaire *Figaro* du 4 juin 1968 : « A aucun moment le PC et la CGT [n'ont] poussé à l'émeute. A aucun moment ils n'ont voulu abattre le pouvoir gaulliste. Il [le PCF] a désamorcé la bombe

[de la grève générale] et a consenti à des élections qu'il n'a guère l'espoir de gagner. » Les bureaucrates forcèrent la reprise du travail. La menace ouvrière s'éloignait. La bourgeoisie qui avait fait quelques concessions économiques respirait. Mais la classe ouvrière n'avait pas été défaite. La peur restait dans les ventres des capitalistes et de leurs valets. Mitterrand allait offrir sa solution : l'Union de la gauche, une alliance de collaboration de classe entre le PS, le PC et quelques éléments bourgeois qui serviraient de caution : ce front populaire ne toucherait pas à la propriété bourgeoise et garantirait la « défense nationale », en premier lieu la force de frappe antisoviétique. Cette coalition devait faire barrage à une nouvelle mobilisation ouvrière qui défierait le pouvoir bourgeois. Et les « gauchistes » d'antan, les Krivine et Cie, s'abandonnèrent aux charmes empoisonnés de Mitterrand et

firent tout pour qu'il s'installe à l'Elysée. Les trotskystes de la LTF, eux, n'ont jamais appelé à voter pour Mitterrand.

L'ère Mitterrand s'ouvrait sur une nouvelle campagne de guerre froide antisoviétique, et le locataire de l'Elysée battait les tambours de guerre ralliant les Weber, Kouchner et autres Régis Debray. Nous, trotskystes, disons : Défense de l'URSS ! Mauroy vitupérait contre les travailleurs immigrés en grève à Renault, légitimant la campagne raciste de Le Pen. Joxe, ministre de l'Intérieur, inaugura les charters d'expulsions que le sinistre Pasqua trouvera parfaitement à son goût. Contre ces mesures racistes, la LTF avançait le mot d'ordre « Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leur famille ». Pieds et poings liés par leurs directions traîtres, les ouvriers se verraient jeter au rebut du chômage par centaines de milliers. Et mois après mois, les fascistes se sont renforcés, profitant de la rage de la petite-bourgeoisie et de la couardise des bureaucrates ouvriers. Il faut des mobilisations ouvrières/immigrées de masse pour écraser les fascistes avant qu'ils nous écrasent ! Maintenant on ressort les « acteurs éphémères » de 68, aujourd'hui bien domestiqués. Des Tapie à la sauce social-démocrate qui vont annoncer les leçons anticommunistes bien apprises pour chercher à recolorier le chromo fané de Mitterrand.

Les jeunes qui veulent un Mai 68 qui aille jusqu'au bout doivent rejeter ces pantins fatigués et rejoindre les groupes spartacistes !

## JC...

Suite de la page 5

Révolution de 1917, il y avait le nom d'un dirigeant du Parti bolchévique qui revenait souvent, aussi souvent que celui de Lénine. Le nom du fondateur de l'Armée rouge. Je veux parler de Trotsky. Contrairement au PCF, Lénine dit que Trotsky est celui qui « ne se distingue pas seulement par les capacités les plus éminentes. Personnellement, il est, certes, l'homme le plus capable du comité central actuel, mais il est extrêmement porté à l'assurance et entraîné outre mesure par le côté purement administratif des choses » (« le Testament de Lénine »). Entendant toujours parler de Trotsky, je me suis mis à lire des livres sur lui, et je me suis aperçu que ce n'était pas un agent impérialiste, ni un anticommuniste, comme certains le prétendent, mais que c'était un défenseur des acquis en URSS, et qu'il était le seul à avoir combattu Staline dès le début sans avoir jamais trahi le communisme.

Toutes ces lectures élevèrent ma conscience et me permirent de mieux analyser, comprendre le programme du PCF, et de m'apercevoir pourquoi il n'est plus révolutionnaire et comme quoi il ne mène qu'à une impasse, celle de réformer la société capitaliste.

Quels sont les points principaux qui m'amènent à quitter la JC ?

Tout d'abord ce chauvinisme écoeurant (« *Produisons français* », « *Souveraineté de la France* », etc.) Camarades, je suis communiste, je ne défendrai pas la patrie, mais une classe sociale et des acquis ouvriers. Je ne vois pas pourquoi je défendrais la France capitaliste contre un autre pays capitaliste. Une bourgeoisie contre une autre. Je ne défendrai pas un côté dans une guerre de brigandage impéria-

liste, mais je ferai tout pour qu'elle finisse en guerre civile. Je ne défendrai pas non plus la force de frappe française qui vise l'URSS, car je suis pour la défense militaire inconditionnelle de l'URSS, donc « *Pas un homme, pas un sou pour l'armée permanente* ». Quand je dis défendre l'URSS, cela n'équivaut pas à être d'accord avec les actes et les paroles de la bureaucratie stalinienne, contrairement au PCF qui applaudit chaque nouveau dirigeant et ses réformes, qui en 1979 approuve l'entrée de l'Armée rouge en Afghanistan et en 1981 s'est prononcé pour son retrait. Le PCF est aujourd'hui soulagé par la déclaration de Gorbatchev alors que le retrait de l'Armée rouge signifierait le massacre des femmes dévoilées, des instituteurs et de toutes forces progressives dans ce pays.

Défendre l'URSS, c'est pour moi défendre les acquis ouvriers de 1917, et non pas la bureaucratie stalinienne qui n'est qu'un parasite que le prolétariat soviétique doit renverser par la révolution politique pour instaurer la démocratie ouvrière et faire la révolution mondiale.

Le PCF dit qu'il défend les intérêts de la France, défendre la France sous le capitalisme, c'est défendre les intérêts de la bourgeoisie impérialiste. C'est ne pas prendre parti dans une guerre telle que la guerre d'Algérie. Il ne fallait pas seulement crier « *Paix en Algérie !* » Oui, j'étais pour la paix en Algérie, mais avec pour vainqueur le peuple algérien. Défendre la France mène à aller débattre avec Le Pen, à qui défendra le mieux le drapeau bleu blanc rouge.

Camarades, Le Pen est un fasciste. On ne parle pas avec les fascistes, on les écrase à l'aide de mobilisations ouvrières/immigrées et de milices ouvrières.

Que propose le PCF pour com-

battre le racisme ?

- Les quotas racistes dans les cités (quotas qui interdisent le dépassement d'un certain taux d'immigrés dans les cités).

- Les bulldozers contre les foyers immigrés (décembre 1980, la mairie PCF de Vitry envoie un bulldozer détruire un foyer).

- Une carte d'identité française plus accessible. Non, il faut arracher les pleins droits de citoyenneté pour les immigrés, c'est-à-dire plus de cartes de séjour, droit de vote, éligibilité, mêmes droits dans et devant l'administration, etc.

Le PCF se dit rassembleur, mais il rassemble avec quel programme ? Aujourd'hui le PCF se contente de mendier à la bourgeoisie le SMIC à 6 000 francs. C'est un mot d'ordre insuffisant, démobilisateur, parce qu'aujourd'hui les ouvriers sont attaqués dans leurs droits les plus élémentaires :

- Droit de grève ; les 10 de Billancourt passent en jugement pour avoir osé faire grève. Piquet de grève cassé à Flins.

- Droit de manifester ; Lucien Barbier assassiné par la police, Malik Oussekin, etc.

Les organisations ouvrières et démocratiques sont attaquées par les bandes fascistes :

- Créteil : des JC sont attaqués par des fascistes au cours d'une assemblée sur la Palestine.

- Fac de Tolbiac, une bande de fascistes fait une descente.

- Fac de Nanterre, des fascistes bastonnent à l'aide de poings américains et de chaînes.

- Etc.

La liste est longue et ce n'est pas 6 000 francs qui l'arrêtera, mais une riposte puissante et sévère engagée par des mots d'ordre conséquents. Contre les fascistes, ce sont des mobilisations ouvrières/immigrées pour les écraser qu'il faut.

Le PCF rassemble derrière un programme qui a mené et qui ne mènera qu'à des fronts populaires, qui font cohabiter partis ouvriers (PS, PC) et partis bourgeois (PR, radicaux de gauche, RPR, etc.), comme en 81 avec le gouvernement PC, PS, radicaux de gauche (Fabre) et Jobert, pour mieux gérer les affaires de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, le PCF clame : « *Votez Lajoie au premier tour* ». Et au deuxième, pour qui on vote ? « *Pour qui vous voulez* » répond le PCF pour, soi-disant, ne pas paraître sectaire. « *Pour qui vous voulez* » n'est que l'excuse au fait que le PCF n'a que la même politique qu'en 81, 72, 44, 36, à nous proposer, même si aujourd'hui il la présente sous le Rassemblement populaire majoritaire.

On ne vote pas pour un front populaire parce qu'on n'allie pas la classe ouvrière à la bourgeoisie. Ce qu'il faut comme mot d'ordre, c'est : « *Indépendance de classe* ».

Ce qu'il faut à la classe ouvrière, c'est un programme trotskyste élaboré par le marxisme-léninisme. Un programme qui fasse jouer au prolétariat son rôle historique et non pas seulement à essayer sa vie sous le capitalisme. Il faut un parti qui a pour mots d'ordre : « *Défense militaire inconditionnelle de l'URSS* » contre la force de frappe française et pour enlever l'antisoviétisme. « *Mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes* ». « *Pas un homme, pas un sou pour l'armée bourgeoise* ». « *Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés* », contre le racisme. « *L'Armée rouge doit gagner la guerre en Afghanistan* », car il faut être du côté du progrès.

Ce programme, seule la LTF le possède, c'est pour cela que je la rejoins.

Camarade Jérôme P.  
[le 19 mars]

# Afganos, kabulisti et tankies: Et maintenant ?

Il y a une dizaine d'années, la plupart des PC d'Europe de l'Ouest se sont retrouvés profondément divisés entre staliniens loyaux à Moscou et «eurocommunistes» qui cherchaient à s'intégrer au courant social-démocrate. Quand l'Armée rouge franchit la frontière afghane, les «eurocommunistes» joignirent leurs voix à celle de leur propre bourgeoisie pour glapir contre l'Union soviétique. On assista à des batailles fractionnelles ouvertes quand les staliniens pro-Moscou — «afganos» (en Espagne), «kabulisti» (en Italie) et «tankies» (en Grande-Bretagne) — qui voulaient maintenir au moins un semblant d'opposition à l'impérialisme de l'OTAN, déclarèrent ouvertement leur soutien aux chars soviétiques qui entraient en Afghanistan. Mais ce n'était, en fin de compte, qu'une réaction-réflexe : formés à l'école stalinienne de collaboration de classe, ils ne pouvaient que jouer les groupes de pression pour le compte de la bureaucratie de Moscou, dans le but de ramener leur direction pro-OTAN récalcitrante dans le droit chemin.

Mais maintenant le Kremlin a de fait désavoué leur combat et dénoncé comme «hérésie trotskyste» toutes leurs positions. Avec la nouvelle offensive de «détente» de Gorbatchev, qui vise à se concilier l'impérialisme US, beaucoup de ces staliniens ne savent plus à quel saint se vouer. Vont-ils simplement renier leurs dix ans de lutte contre les conciliateurs pro-OTAN qui s'étaient opposés dès le début à l'intervention soviétique en Afghanistan, ou vont-ils se regarder dans le miroir pour y voir le visage

grimaçant de l'«hérésie trotskyste»? Dans ce milieu «anti-opportuniste», certains ont déjà été conduits à développer des critiques plus larges de la bureaucratie stalinienne, en particulier quand la montée en Pologne d'un mouvement contre-révolutionnaire avec une base de masse eut révélé l'impuissance criminelle du régime stalinien dans ce pays. En France, le groupe Tribune communiste a ainsi complètement rompu avec le stalinisme et a fusionné en février dernier avec la section française de la tendance spartaciste internationale.

En Grande-Bretagne, un groupe actif à l'intérieur et à l'extérieur du Parti communiste et associé à l'aile dite «léniniste» du Parti communiste turc en exil a ainsi publié récemment un article intitulé «Afghanistan : Non au bradage !» (*Leninist*, 10 février). Ces derniers mois, le *Leninist* a non seulement exprimé son opposition à l'accord sur les missiles à portée intermédiaire conclu par Gorbatchev avec Reagan, mais il s'est aussi prononcé pour une révolution politique contre la bureaucratie soviétique, identifiant même la dégénérescence décisive de l'Union soviétique et la consolidation du pouvoir bureaucratique avec la proclamation par Staline du «socialisme dans un seul pays» en 1924. Malgré ces prises de position assez exceptionnelles, le *Leninist* véhicule toujours une bonne partie du bagage politique du stalinisme. Contre la politique afghane de Gorbatchev, il argumente : «L'Union soviétique n'a aucunement le droit de marchander la révolution afghane. Il s'agit d'une révolution vivante et pas d'un bout de terrain. La révo-

lution afghane n'a pas été facilitée par la présence de l'armée soviétique. Cette révolution a été l'oeuvre des révolutionnaires afghans, organisés dans l'aile khalqi du PDPA. Une dictature prolétarienne a été instaurée grâce à l'audace et l'initiative locales.»

Le *Leninist*, qui regarde la guerre d'Afghanistan à travers la lorgnette nationaliste du stalinisme, variante tiers-mondiste, est obligé d'inventer une dictature du prolétariat dans un pays où il n'y a pas à proprement parler de prolétariat. Et il baptise révolution prolétarienne un putsch effectué par un groupe d'officiers nationalistes petits-bourgeois réformateurs, principalement des officiers subalternes de l'armée afghane, appartenant à l'aile *khalqi* du PDPA. En fait, l'Afghanistan n'est même pas une nation mais plutôt un Etat d'origine féodale qui englobe une mosaïque de nationalités, de groupes ethniques et tribaux. La majeure partie de la population rurale n'a jamais été vraiment sous le contrôle de quel que pouvoir d'Etat que ce soit. Maintenant même les impérialistes américains craignent que les différentes factions des moudjahidins s'entr'égorgent (et d'après ce qu'on sait ils auraient déjà commencé à le faire). Si on prend l'Asie centrale soviétique comme modèle, on constate que les différents peuples d'Afghanistan jouiraient de davantage de droits nationaux dans un Etat-satellite du bloc soviétique que dans une «république islamique».

Dans son numéro du 21 janvier, le *Leninist* dénonce comme un exemple de «chauvinisme de grande puissance» une déclaration des Iz-

vestia qui explique que l'Armée rouge est entrée en Afghanistan pour éliminer un régime hostile à ses frontières. Du point de vue de l'internationalisme prolétarien, l'Armée rouge avait non seulement le droit mais aussi le devoir de défendre ses frontières contre des insurrections réactionnaires soutenues par la CIA. Quand la Pologne de Pilsudski, agissant pour le compte des impérialistes français, envahit la Russie soviétique en 1920, Lénine argumenta qu'il fallait transformer la campagne défensive de l'Armée rouge en offensive militaire visant à la guerre révolutionnaire — et la Pologne était un Etat-nation moderne et industrialisé.

La bureaucratie soviétique cherche à défendre sa situation privilégiée à la tête de l'économie collectivisée au moyen de tentatives futiles de conciliation avec l'impérialisme hostile. C'est pourquoi Gorbatchev et Cie estiment maintenant que l'envoi des troupes en Afghanistan était une aventure mal venue. Mais du point de vue de l'internationalisme bolchévique, la défense de l'Union soviétique exigeait une intervention contre le soulèvement anticommuniste financé par l'impérialisme aux frontières de l'URSS. Et cela créait une possibilité réelle d'apporter la révolution sociale à ce pays atrocement arriéré, à la pointe des baïonnettes de l'Armée rouge. S'il y avait eu au Kremlin un gouvernement léniniste, il est certain qu'il aurait proclamé dès le début sa mission révolutionnaire plutôt que de chercher à amadouer l'opposition féodale.

— Extraits traduits de *Workers Vanguard* n° 449

## Afghanistan...

Suite de la page 16

morts au combat, c'est Douchanbé, au Tadjikistan.

Pour apporter le 20<sup>e</sup> siècle aux peuples turcophones — libérer les femmes du voile, apprendre à lire et à écrire aux filles comme aux garçons, introduire la médecine moderne — l'Armée rouge a dû se battre farouchement, dans les années 20, contre les basmachis, les équivalents des moudjahidins d'Afghanistan. Aujourd'hui, le régime Gorbatchev ne se contente pas de répudier la révolution sociale en Afghanistan, il accuse le PDPA (Parti démocratique du peuple d'Afghanistan) d'avoir provoqué une guerre civile en essayant de moderniser son pays. Alexandre Prokhanov, apologiste de l'abandon de l'Afghanistan aux fanatiques islamiques, explique ainsi : «Des erreurs dans la ligne politique, des formules incorrectes pour directives, l'extension du socialisme d'une manière tellement "non afghane" et "non islamique" que la tradition a été offensée et que cela a débordé dans la violence et la répression. [...] Le cours politique du gouvernement de Kaboul n'a cessé de changer. Les cérémonies de l'Etat étaient précédées par des prières des mollahs. Le drapeau n'est plus rouge, il a un morceau vert islamique ; l'étoile et la faucille ont disparu. Le parti a cessé de parler de construire une société socialiste [...]. Et le plus important, il a déclaré une politique de réconciliation nationale [...]. Tout cela pris ensemble permet de dire que les buts originaux du PDPA

n'ont pas été atteints [...]. Si c'est le cas, la présence des forces soviétiques dans le pays perd sa signification. Leur départ est inévitable et logique» (*Literatournaïa Gazeta*, 17 février).

En réalité, c'est l'abandon d'un programme révolutionnaire social qui a affaibli le régime du PDPA. Et chaque mesure prise par le PDPA — que ce soit l'arrêt de la réforme agraire, la pédale douce dans la campagne pour les droits des femmes, le rétablissement de l'islam en tant que religion d'Etat — a été dictée par le Kremlin qui tient les rênes du pouvoir à Kaboul. Qui plus est, une révolution sociale dans ce pays profondément arriéré ne peut qu'être introduite de l'extérieur par le biais de l'Armée rouge. C'est pourquoi un retrait soviétique, quelle que soit la politique du PDPA, trahit nécessairement la cause du progrès social pour les peuples afghans. La perspective d'un «futur Afghanistan islamique et non aligné» que propose Prokhanov, c'est un retour à la nuit noire du médiévalisme.

Pour préparer la population soviétique au retrait d'Afghanistan, Gorbatchev a qualifié cette guerre de «plaie béante», faisant ainsi écho à la propagande impérialiste pour qui c'est le «Vietnam de la Russie». Les Américains ont espéré pendant des années que l'URSS allait se retrouver embourbée dans une guerre perdue comme cela a été le cas pour les Etats-Unis en Indochine. La comparaison est fautive. Les Etats-Unis ont perdu sur le champ de bataille contre une révolution sociale des ouvriers et paysans vietnamiens. La bureaucratie soviétique, elle, n'a jamais

vraiment essayé de gagner en Afghanistan, tout simplement parce qu'elle a refusé de faire une révolution sociale. Un commentateur bourgeois reconnaissait récemment que l'armée soviétique ne s'est jamais engagée à fond en Afghanistan (*Independent* de Londres, 2 mars).

De plus, l'Union soviétique a 1 600 km de frontières communes avec l'Afghanistan. S'il y a à Kaboul un régime anticommuniste fanatique et soutenu par les USA, cela menacera directement la sécurité soviétique. Par contre, la guerre du Vietnam était une aventure anticommuniste à l'autre bout de la terre et pour des raisons idéologiques.

La différence entre la guerre coloniale perdue des Américains au Vietnam et l'intervention progressiste de l'Union soviétique en Afghanistan se reflète bien dans les réactions de leurs anciens combattants respectifs. Un grand nombre d'anciens du Vietnam sont revenus de cette sale guerre raciste complètement névrosés et perturbés ; beaucoup d'entre eux étaient révoltés par leur expérience et sont devenus des opposants de gauche à l'impérialisme US. Les anciens combattants soviétiques, par contre, demandent que soit reconnu officiellement qu'ils ont fait «leur devoir internationaliste» et supportent très mal que l'on compare leur juste guerre avec la guerre impérialiste au Vietnam. En tout cas, ce sont les anciens combattants de la guerre soviétique en Afghanistan qui ont vu de leurs propres yeux ce que signifierait une victoire des mollahs et qui sont aux premières lignes de l'opposition à un retrait

de l'Armée rouge.

Les chants de la guerre d'Afghanistan, qui étaient interdits, sont maintenant enregistrés sur disques. Le secrétaire d'un club d'anciens combattants d'Afghanistan déclarait à un reporter du *Spiegel* (7 mars) : «Nos sacrifices n'ont pas été vains. Nous avons après tout apporté les bienfaits du monde civilisé.» Un de ses camarades faisait écho à ces sentiments : «Les gens là-bas ont pu au moins vivre en paix pendant un certain temps, ont pu manger et éduquer leurs enfants. Ce que ce sera demain, seul Allah le sait.» Kim Selikhov, journaliste soviétique qui couvrait la guerre d'Afghanistan, écrivait : «Je connais beaucoup de combattants internationalistes qui après avoir terminé leur service militaire en Afghanistan ont demandé à y retourner comme volontaires aux premières lignes. Ceux qui servent ici sont surtout des enfants d'ouvriers et de paysans» (*Literatournaïa Gazeta*, 14 octobre 1987). «Il est temps» insiste Selikhov «d'ériger un monument à Moscou aux internationalistes soviétiques qui sont morts vaillamment sur des terres étrangères à différents moments de notre histoire.»

Les anciens combattants soviétiques de la guerre d'Afghanistan se voient à juste titre comme des combattants pour l'internationalisme révolutionnaire. Mais les bureaucrates du Kremlin bafouent et trahissent ces idéaux. Pour construire un véritable monument de l'internationalisme soviétique à Moscou, il faudra chasser les usurpateurs staliniens et retourner à la voie de Lénine et Trotsky.

— Traduit de *Workers Vanguard* n° 449

## Gorbatchev veut brader l'Afghanistan

# Des Soviétiques disent "Niet"

Confronté à l'énorme effort de réarmement impérialiste et à la stagnation économique chez lui, le régime Gorbatchev a introduit en URSS des réformes tendant à l'économie de marché pendant qu'à l'extérieur il cherche à apaiser les rapaces impérialistes qui veulent la guerre.

Le désir qu'a le Kremlin de se retirer d'Afghanistan n'est en fait qu'une extension internationale de la *perestroïka*, la politique de « restructuration » de Gorbatchev, intitulée « nouvelle pensée ». L'intervention de l'Armée rouge en 1979 est maintenant caractérisée d'« erreur » due à la « vieille manière de penser sous Brejnev ». Il est certain que c'était la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale que l'URSS envoyait des troupes en dehors des frontières du bloc soviétique. Mais c'était sous la pression de l'impérialisme US dont l'agressivité ne cessait d'augmenter depuis qu'il essayait de se remettre de son humiliante débâcle au Vietnam. 1979 n'a pas seulement été l'année où Washington armait les moudjahidins contre-révolutionnaires d'Afghanistan, ce fut aussi celle où a été voté par l'OTAN le déploiement en Europe — à 6 minutes de vol de Moscou — des missiles Pershing-2 de première frappe.

Le lourd Brejnev était loin d'être le champion de la guerre totale qu'on en fait aujourd'hui. Les bureaucrates conservateurs du Kremlin voulaient seulement consolider un Etat client instable et

Un vétéran de la Deuxième Guerre mondiale dans un club d'anciens d'Afghanistan à Moscou.



nistan. C'était loin d'être à cause de l'impopularité de cette guerre dans le pays, comme le prétend la presse bourgeoise. En général, la population n'apprécie guère le refus de reconnaître ce que de nombreux Soviétiques considèrent comme étant leur rôle internationaliste en Afghanistan. Ce que les gens voulaient n'était pas le retrait des troupes, c'était qu'on reconnaisse officiellement le sacrifice des fils d'Union soviétique qui sont tombés au combat pour une cause internationaliste.

Maintenant que le régime Gor-

soutenus par les USA qui vont faire tout leur possible pour étendre la contre-révolution islamique à l'Asie centrale, avec toutes sortes de provocations et d'incidents de frontières.

Il y a donc une opposition assez importante en URSS à l'abandon de l'Afghanistan. L'article de *Literatournaïa Gazeta* cité ci-dessus laisse entendre qu'il y a des divergences sur cette question jusque dans les hautes sphères du pouvoir : « Quelques-uns de nos citoyens, qui se basent sur l'étatisme, le patriotisme, qui comprennent toutes les souffrances, tous les problèmes qui nous saisissent, "prennent en défaut" leur propre Etat. » Nombre de spéculations circulent quant à des éléments importants de la direction soviétique qui seraient opposés au retrait tels que Andreï Gromyko, l'ancien ministre des Affaires étrangères (connu sous le nom de Monsieur « Niet »), le chef du KGB, Victor Chebrikov et des officiers de l'Armée « partisans de la ligne dure ». Anatoli Dobrynin, qui est un porte-parole éminent pour les relations internationales, expliquait, tout en exprimant son soutien au retrait : « Nous ne sommes pas prêts à nous retirer à tout prix » (*Washington Post*, 21 février).

Il y a effectivement une opposition importante au retrait des troupes à tous les niveaux de la société soviétique. Le régime prétend qu'il se retire sous la pression populaire ; pourtant un récent sondage à Moscou ne donne que 53 % en faveur du retrait. Une enquête sur la jeunesse soviétique — la génération qui devrait y aller — révèle que presque la moitié des jeunes sont contre un retrait tant qu'un gouvernement stable et neutre ne prendra pas place et 2 personnes sur 3 se préoccupent de ce que « les puissances occidentales veulent contrôler l'Afghanistan pour l'uti-

liser comme base contre l'Union soviétique ». Un ancien combattant d'Afghanistan, Alexandre Simonov, déclarait : « La CIA serait une grande menace. Et s'ils déploient des missiles là-bas, je crois que ce sera la fin de tout [...]. Je ne pense pas que [les troupes soviétiques] devraient se retirer, car ce sera à ce moment-là que le coupe-gorge va vraiment commencer. Il va y avoir une mer de sang et des combats dans tout le pays entre différents groupes afghans » (*New York Times Magazine*, 14 février).

Victor Hirschfeld, officier en retraite, dit aussi que « s'il y a un bain de sang après le rapatriement des troupes soviétiques, les gens lui [Gorbatchev] en feront porter la responsabilité ».

Malgré tout ce que disent la propagande et les médias occidentaux, l'intervention soviétique en Afghanistan était en général assez bien accueillie par la population. C'est en particulier vrai pour l'Asie centrale soviétique, où on se rappelle encore de ce qu'était une société arriérée, misérable et dominée par les mollahs, comme ce qu'est l'Afghanistan. Au tout début de la guerre, un jeune étudiant réserviste du Tadjikistan expliquait que « la plupart d'entre eux étaient contents d'aller aider. C'est un pays très arriéré et nous sommes voisins, après tout » (*New York Times*, 11 avril 1980). Aujourd'hui, huit ans plus tard, le *New York Times* (12 février) remarque : « Plusieurs hommes d'Asie centrale ont servi en Afghanistan répondent sans hésitation, quand on leur demande quelles sont les impressions qui les ont le plus marqués pendant la guerre, qu'ils ont été choqués par la pauvreté des Afghans en comparaison avec leurs voisins soviétiques. » Une des rares villes soviétiques à avoir érigé un monument aux soldats d'Afghanistan

Suite page 15



Manifestation de femmes à Kaboul

stratégiquement situé. Cela bien sûr créait une possibilité objective de révolution sociale, si l'Afghanistan était soviétisé, mais pratiquement dès le départ, le Kremlin a essayé de limiter la portée des réformes pour tenter d'amadouer l'opposition féodale. La bureaucratie, fidèle au dogme nationaliste du « socialisme dans un seul pays », a gardé un silence gêné sur la guerre d'Afgha-

batchev a décidé de se retirer, cela encourage bien entendu les sentiments d'opposition à la guerre qui, évidemment, existent. Un article de *Literatournaïa Gazeta* (17 février) parle avec lyrisme des « soldats qui reviendront à leurs mères », mais quitter l'Afghanistan n'apportera pas la paix à la frontière-sud de l'Union soviétique. Cela va encourager les moudjahidins